

Temps de travail et flexibilité

LEUR IDÉE FIXE: LA SOUPLESSE

Ils s'y sont toujours opposés. En 1877 quand la loi fédérale a fixé la journée de travail à onze heures et interdit le travail des enfants. En 1918/20 quand la grève générale a imposé la semaine de 48 heures. En 1976 quand il s'agissait de légaliser les 40 heures. Ils, c'est-à-dire les patrons et leurs partis. Aujourd'hui c'est la même rengaine pour une revendication pourtant modeste, la législation des quatre semaines de vacances pour tous et des cinq semaines dès l'âge de 40 ans. Parti radical et associations patronales refusent en bloc.

Et comme toujours, ils accusent les autres de leurs vices. Les syndicats, en l'occurrence, se montreraient trop... "rigides"! Ces Messieurs parlent comme un instituteur qui veut mâter une forte tête. Ce n'est pas seulement parce qu'ils se savent les maîtres. C'est aussi parce que, pour le patronat, **chaque minute légale de travail en moins est une contrainte de trop**. Ils le disent: "Nous ne sommes pas opposés aux quatre semaines, beaucoup les ont. Mais réglons cela cas par cas, ne fixons pas trop dans la loi". De la souplesse, bon sang!

Comme si les salariés ne s'adaptent pas jour après jour. Pour faire ici les heures supplémentaires. Pour arriver là à l'heure malgré le temps de transport. Pour arranger les vacances et rattraper les jours fériés. Pour s'adapter à l'horaire à la carte, qui comptabilise chaque minute non travaillée. Pour se plier enfin, malgré l'usure de leur santé, aux horaires des trois fois huit ou de nuit. Et ils n'auraient pas droit à un minimum légal pour tous de quatre semaines de vacances, de cinq semaines avec l'âge? Certains patrons doivent rêver de l'époque de Calvin où même Noël était jour de travail!

Derrière cette opposition, deux logiques s'affrontent. Le travailleur vend sa capacité de travail, mais défend sa santé, son usure. Le patron, lui, pense à rentabiliser ses investissements. Machines et salariés doivent pouvoir travailler quand les commandes arrivent, tenir les délais pour arracher une affaire. Et si on peut faire travailler en continu, trois fois huit heures, les machines, coûteuses, seront au moins vite amorties.

Pour faire accepter cette "souplesse", on la vend aujourd'hui comme un idéal de "liberté": la flexibilité du temps de travail! Temps partiel pour la femme, salaire horaire pour l'auxiliaire, horaire fixe pour le plein emploi. Le gain est énorme pour les patrons. Ils diminuent le temps de travail de certains avec **baisse de salaire**: les temps partiels. L'horaire des autres reste élevé. Ils épargnent sur les charges sociales et, surtout, instituent un volant de salarié(e)s au statut précaire, hors conventions collectives. La solidarité entre travailleurs et la force des syndicats en seront affaiblies, l'utilisation d'un marché du travail "souple" sera maximale. En somme, c'est le retour au salaire horaire pour toute une catégorie de travailleuses et de travailleurs, que les syndicats ont toujours voulu surmonter. Voilà ce qu'on nous vend, sous couvert de "liberté", contre un minimum de vacances légales, les 40 heures pour tous ou la retraite à 60 ans. Un peu de liberté pour les salariés exige au contraire une protection légale qui empêche ce "libre jeu" des patrons.

La Brèche

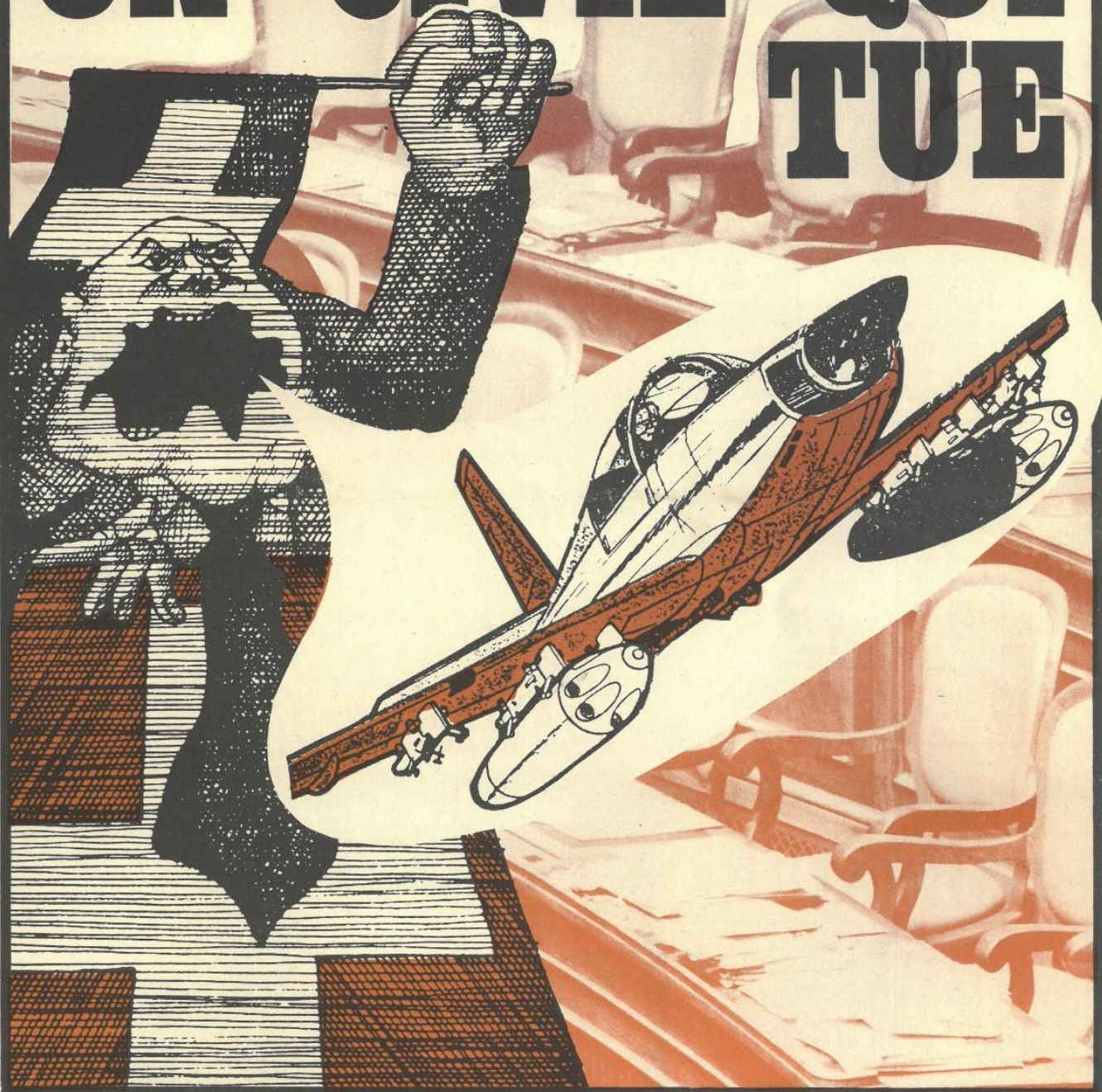
la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

PILATUS PC-7 AU GUATEMALA:

UN «CIVIL» QUI TUE



NOUVELLE-CALÉDONIE: UNE NOUVELLE GUERRE COLONIALE?

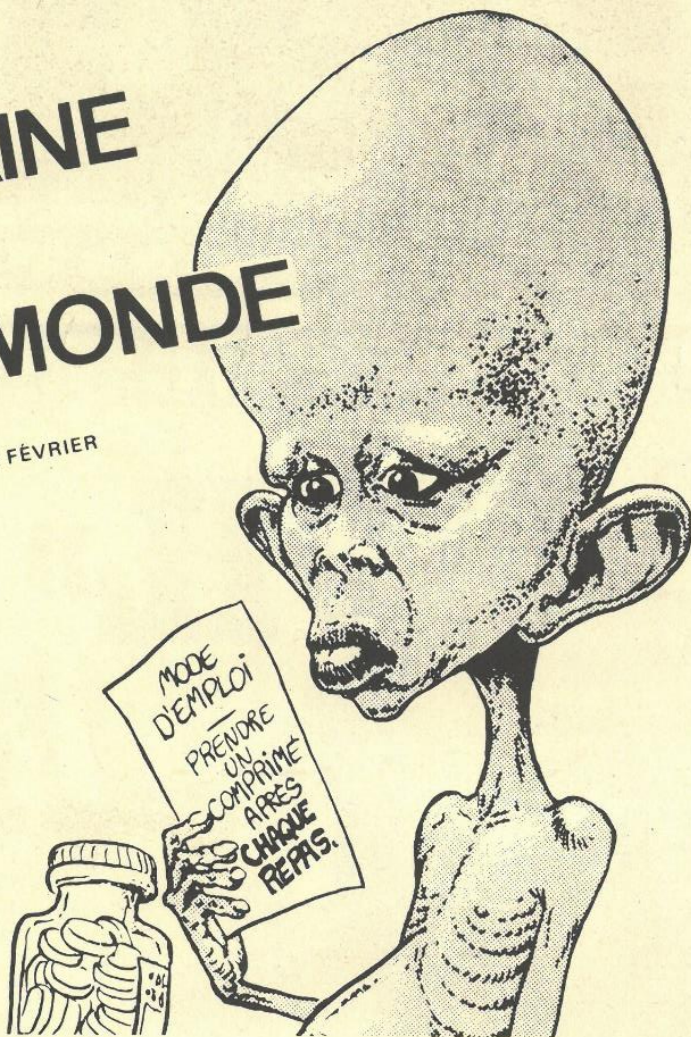
SUISSE:

la pauvreté existe

A LAUSANNE:

SEMAINE TIERS-MONDE

DU 14 AU 22 FÉVRIER



PROGRAMME DE LA SEMAINE SUR LA FAIM DANS LE MONDE A L'UNIVERSITÉ

DU JEUDI 14 FÉVRIER AU VENDREDI 22 FÉVRIER, AU NIVEAU 1 DU BFSH, DORIGNY

Avec: — UNE EXPOSITION SUR LA FAIM DANS LE MONDE
— DES MONTAGES AUDIO-VISUELS
— UN DÉBAT AVEC PLUSIEURS PERSONNALITÉS.

Dans le cadre de l'exposition, programme de vidéos et audio-visuels:

jeudi 14 : "Le commerce de la faim", 20 min.
vendredi 15 : "Les céréales", 20 min.
lundi 18 : "Le cacao, friandise ou spéculation?", 20 min.
mardi 19 : "La famine au Brésil", 60 min.
mercredi 20 : "Les pays de la faim qui nous font vivre", 80 min.

TABLE RONDE : LES PROBLÈMES DE LA FAIM — DIFFÉRENTS POINTS DE VUE
JEUDI 21 FÉVRIER, 17H.15, SALLE 261, BFSH, DORIGNY

Avec: Mme Irène GARDIOL, présidente de la Fédération romande des consommatrices
MM. R. MONTAVON, économiste, consultant de l'entreprise Nestlé
P. PRADERVAND, responsable du Service Ecole Tiers-Monde
Ch.-A. UDRY, journaliste

LE PSO AUX ELECTIONS CANTONALES NEUCHÂTELOISES

Le PSO neuchâtelois a décidé, à l'occasion de sa dernière assemblée générale de présenter la candidature de Claire Magnin, infirmière à la Chaux-de-Fonds, et de Fabienne Chevalley, responsable d'une crèche d'enfants à Neuchâtel, pour l'élection au Conseil d'Etat.

La candidature de Claire et de Fabienne a pour but de rompre le ron-ron électoral, répandu par les partis gouvernementaux et d'exprimer la voix des femmes, des immigrés, des jeunes et des travailleurs. Elles entendent notamment :

- * s'engager pour les droits des femmes et, en particulier, pour le maintien de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. C'est grâce notamment à l'action du PSO que le Conseil fédéral s'est prononcé contre la levée de l'interdiction du travail de nuit chez Ebauches SA, infligeant par là un désaveu cinglant au Conseil d'Etat. La santé des femmes passe avant l'asservissement aux nouvelles technologies;

- * défendre l'emploi et les acquis sociaux des salariés. 2'000 chômeurs dans le canton, c'est beaucoup trop. Des centaines d'entre eux, ayant épuisé leur droit aux prestations fédérales et cantonales, sont condamnés par la société à n'être que des "assistés" sans voix au chapitre;

- * affirmer une politique écologiste. Chacun le sait : qui sème des routes récolte le trafic... avec ses conséquences catastrophiques pour l'air, l'eau et les forêts. Or, le Conseil d'Etat veut imposer un tunnel routier sous la Vue des Alpes. Bel exemple d'une volonté bétonneuse, alors que la nature, elle, exige la priorité aux transports publics, par exemple une nouvelle liaison ferroviaire entre le haut et le bas;

- * exiger l'interdiction totale de l'amiante, qui fait peser tant de dangers sur notre santé. Or, le Conseil d'Etat, malgré les demandes répétées du PSO n'a pas encore rendu publique la liste des bâtiments floqués à l'amiante, fidèle à une attitude croyant pouvoir minimiser le danger;

- * défendre les droits démocratiques et les minorités. Les partis bourgeois ont imposé le maintien du quorum électoral de 10 o/o. Ils craignent manifestement les voix alternatives qui feraient grincer les rouages trop bien huilés de la politique cantonale;

- * s'engager pour la solidarité internationale, de Solidarnosc au Nicaragua, et combattre le racisme et la xénophobie, pour les mêmes droits entre suisses et immigrés et pour une véritable politique d'asile.

Car cela ne fait aucun doute. De plus en plus nombreux sont celles et ceux qui exigent une opposition décidée à la politique des partis bourgeois et gouvernementaux. Une opposition qui lutte unitairement et conséquemment pour l'emploi et l'environnement, contre la folie du surarmement. Une opposition qui ne plie pas devant chaque petit signe de mécontentement des partis radical et libéral. Une opposition qui ne cherche pas à gérer l'austérité capitaliste. Une opposition qui construit une alternative écologiste et socialiste à la société du profit.

Animé de cette volonté, le PSO a décidé d'impulser des listes ouvertes pour l'élection au Grand Conseil dans les districts de la Chaux-de-Fonds et de Neuchâtel.

PSO, section neuchâteloise

DEMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME AU NICARAGUA

Conférence-débat, avec Sylvain de Pury, secrétaire de l'Association internationale contre la torture (AICA),

FRIBOURG

Université de Miséricorde, aula C
jeudi 7 février à 20 h. 30

Org : Comité Nicaragua-Salvador.

EN DEBAT...

AMERIQUE CENTRALE AMERIQUE LATINE

Jeudi 14 février, à 20 h. 15, local PSO, rue Chaucrau 3, à Lausanne

Les transitions démocratiques dans le Cône Sud : l'exemple de l'Argentine et de l'Uruguay

Org : PSO, Vaud

À propos

SOUSCRIPTION AMIANTE

Dans de nombreuses villes le PSO a mené des actions pour faire connaître le danger de l'utilisation de l'amiante. Quelques cas concrets ont ainsi été révélés dans plusieurs cantons. On a pu établir une première liste de 1000 bâtiments floqués à l'amiante. Des conférences de presse ont été organisées, des prélèvements d'échantillons de flochage aux fins d'analyses ont été faites, des membres du PSO ont été punis d'amendes pour ce genre d'actions. Grâce aux résultats des enquêtes et aux rapports d'expertise, le PSO a largement contribué à l'information du public sur ce problème. Ce travail a porté des fruits utiles à tous. Des mesures commencent à être prises par les autorités contre les dangers de l'amiante. Mais seule la poursuite de l'action du PSO permettra de garantir des résultats définitifs. Pour pouvoir continuer, le PSO a besoin d'argent. Une souscription pour réunir 40 000 francs a été lancée en décembre dernier. En remerciant les premiers donateurs, nous répétons notre appel en vous priant de verser vos dons aux militants du PSO ou sur le CCP 80-44457, SAP/PSO, Zurich avec la mention "Amiante".

Voici les premiers résultats de notre récolte :

PSO Zoug et donateurs	1052.—
PSO Zurich et donateurs	5238.—
PSO Winterthour et donateurs	100.—
PSO Bâle et donateurs	380.—
PSO Fribourg et donateurs	830.—
PSO Berne	2900.—
Donateurs Baden	80.—
Donateurs Neuchâtel	20.—
Donateurs Niederrohrdorf	30.—
Donateurs Lausanne	10.—
Total au 23 janvier	10 640.—

Solidarité avec la lutte du FLNKS

La Conférence nationale du SAP/PSO/PSL (section suisse de la IVe Internationale), réunie les 19 et 20 janvier 1985, affirme sa solidarité avec la lutte du peuple kanak et du FLNKS contre l'impérialisme français et son début de guerre coloniale.

Le SAP/PSO/PSL fera tout pour propager et expliquer la revendication du FLNKS — "la pleine souveraineté du peuple kanak sur son territoire" — dans le mouvement ouvrier suisse et dans le mouvement anti-impérialiste.

Le SAP/PSO/PSL accroîtra ses efforts pour battre en brèche la tentative impérialiste d'isoler le FLNKS.

Pour la victoire du peuple kanak ! Vive le combat du FLNKS !

Conférence nationale du SAP/PSO/PSL

Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la Quatrième Internationale. (Voir en page 9 nos articles sur la Nouvelle-Calédonie)

SOMMAIRE

EDITORIAL

Temps de travail: leur idée fixe, la souplesse 1

POLITIQUE

Extrême droite valaisanne: une vieille tradition 3

Réfugiés: défendre un droit élémentaire 3

Kaiseraugst, c'est pas fini 8

Gauche tessinoise: PS-PSA, même combat? 8

SOCIAL

ASUAG-SSIH: une vente sur fond de licenciements 4

Capitalisme et crise 4

La pauvreté en Suisse: un habitant sur douze dans la dèche 5

DOSSIER

Théorie marxiste: les crises et les dépressions économiques 6-7

INTERNATIONAL

NOUVELLE-CALÉDONIE: pour que rien ne change vraiment 9

Eloi Machoro, victime du colonialisme français 9

GB: l'alternative des mineurs britanniques 10

"Nous sommes fières d'être des femmes", entretien 10

A LIRE

"Hôtel Venus" d'Anne Cuneo 11

L'EVENEMENT

Pilatus PC-7: une visite à l'armée de l'air du GUATEMALA 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte . . .	Fr. 22,50
une année, env. ouverte . . .	45.—
une année, env. fermée . . .	55.—
une année, étranger (Europe) . . .	80.—
abonnement de soutien . . .	100.—

Pour toute correspondance :
La Brèche, 8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne.

CCP 10 - 25 669

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IVe Internationale

Adresses des sections romandes et tessinoises

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02
8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 021 / 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel

Partito Socialista dei Lavoratori (PSL) / Rosso,
casella postale 2400, 6901 Lugano

Extrême droite valaisanne :

Le Parti démocrate chrétien (PDC) a accouché d'un monstre. Ça lui apprendra à être contre le droit à l'avortement. Au début du mois de janvier, le Mouvement conservateur valaisan (MCV) voyait le jour. Ses fondateurs et supporters supposés: Guy Genoud (conseiller d'Etat), Roger Lovey (procureur du Bas-Valais), René Berthod (sous-préfet du district d'Entremont), Roger Pitteloud (préfet d'Entremont) et vraisemblablement le PDG du quotidien Le Nouvelliste André Luisier. Tous membres honorables et respectés du PDC. Ce mouvement, qui désire faire contre-poids à l'aile chrétienne-sociale du PDC, recueille tout ce qui s'apparente de près ou de loin à l'extrême droite. Et en la matière, le PDC valaisan jouit d'une déjà vieille tradition.

1935: c'est le "printemps des Fronts", ces organisations fascistes suisses qui sont apparues à la suite de la victoire de Mussolini en Italie et d'Hitler en Allemagne. Le sous-produit valaisan de cette engeance s'appelle l'Action belvédérique. Pour les élections nationales de cette année-là, il conclut avec le Parti catholique-conservateur (ancienne appellation du PDC) un apparentement. Visiblement, les braves catholiques-conservateurs n'y voient aucun inconvénient. Dix ans plus tard, la guerre est finie. Les anciens admirateurs de "l'Ordre nouveau" cherchent refuge quelque part. Des pétainistes français en trouvent un en Valais,

Une vieille tradition

grâce aux liens noués avant la guerre. Au cours des années soixante, même scénario: des militants de l'OAS, les ultras de l'Algérie française, échappent à la justice de leur pays via le Valais, toujours dans le même cercle d'amis.

Plus récemment, c'est l'installation du célèbre Mgr Lefebvre. Rappelons que ce personnage, qui a servi durant 30 ans dans les colonies françaises en Afrique et a apporté son concours à la résistance coloniale contre l'indépendance du Sénégal, est un fervent admirateur des régimes musclés à la Pinochet et voit dans la démocratie la griffe du diable. En 1969, il établit son séminaire à Ecône dont les bâtiments - 410 000 francs à l'achat - lui sont gracieusement offerts par des protecteurs valaisans parmi lesquels on retrouve les inévitables Guy Genoud et Roger Lovey de même que l'ancien conseiller fédéral Roger Bonvin.

A la fin de l'année dernière, le Renouveau rhodanien organise la visite en Valais du chef du Front national Jean-Marie Le Pen. Bien en vue parmi les personnalités qui l'accueillent à bras ouverts: Guy Genoud, Roger Lovey, René Berthod, André Luisier, etc. C'est une véritable communion avec Le Pen. René Berthod: "Le discours de Le Pen est traditionaliste. C'est ce que nous avons toujours fait ici. Il ne nous apprend rien." (La Liberté, 19/20 janvier 1985) Guy Genoud: "Je suis 100% dans la ligne de Le Pen sur certains points..." (Le Matin, 16 janvier 1985) André Luisier: "... les propos de M. Le Pen (...) correspondent très exactement à ce que je défends depuis plus de 36 ans." (La Liberté, 14 janvier 1985).

Ce court survol de la vie politique valaisanne montre à quel point le MCV, qui réclame sa reconnaissance par le PDC, n'est pas tombé du ciel mais s'est bel et bien nourri d'un courant qui a toujours existé chez les démocrates chrétiens. Ce courant qui depuis longtemps a tissé des liens avec les intégristes, les disciples du curé de choc Lefebvre. Ce courant dans lequel se recrutent les partisans acharnés et bornés de l'initiative dite pour le droit à la vie. Ce courant dont une des "têtes", Guy Genoud, siègera bientôt au conseil d'administration de la multinationale Alusuisse. Pendant la fameuse "guerre du fluor", qui opposait Alusuisse aux cultivateurs valaisans, Guy Genoud, membre du gouvernement cantonal, avait usé de toute son influence pour minimiser l'affaire. Demain, il sera remercié par ses patrons par un confortable fauteuil. Cette extrême droite valaisanne réalise avec bonheur l'alliance du sabre, du goupillon et... du taux de profit.

P. Girardet



La famille Zuber à Kőniz (Berne) accueille des Tamouls menacés de refoulement

Réfugiés :

DÉFENDRE UN DROIT ÉLÉMENTAIRE

* ENTRETIEN AVEC MARIE-CLAIRE CALOZ-TSCHOPP *

Les 15, 16 et 17 février prochains se tiendront à Lausanne les Assises européennes sur le droit d'asile. Le PSO soutient cette manifestation patronnée par la Fédération internationale des droits de l'homme, la Fondation Lelio Basso et des personnalités européennes. Il invite les lecteurs et lectrices de *La Brèche* à y participer (voir le talon ci-dessous).

Il est urgent d'organiser la défense du droit d'asile à l'échelle européenne vu les attaques importantes dont il est l'objet. Les gouvernements rivalisent en mesures dissuasives dans le but avoué d'amener les requérants d'asile à "chercher fortune" ailleurs. Cette politique est couronnée de succès. En Suisse, le nombre des demandes d'asile et des réfugiés acceptés chute. Voilà qui souligne l'importance de ces Assises européennes afin de renforcer le mouvement de défense du droit d'asile. *La Brèche* a demandé à Marie-Claire Caloz-Tschopp, membre du comité d'organisation, de préciser les objectifs de cette manifestation.

La Brèche: Tu sais, comme nous, que le mouvement en faveur des réfugiés n'a pas l'ampleur voulue. Dans ces conditions, n'est-ce pas brûler une étape que de vouloir élever l'action d'un seul coup au niveau européen?

M.-Cl. Caloz: Absolument pas. La faiblesse du mouvement actuel est due à sa dispersion organisationnelle et territoriale, à sa tendance à se limiter à la défense individuelle et légale et au manque de réflexion fondamentale, notamment sur le rôle de l'impérialisme européen comme moteur du sous-développement économique et de l'oppression politique des peuples du tiers monde. C'est en dépassant ces insuffisances et en se hissant au niveau où se décide la politique d'asile chez nous, à savoir au niveau européen, que le mouvement arrivera à se renforcer, à améliorer son efficacité et à gagner de nouveaux milieux.

Les Assises permettront de nouer et de renforcer les liens entre professionnels, militants, comités et organismes concernés à travers l'Europe. C'est une occasion pour approfondir la réflexion de fond, mais également la réflexion collective sur les moyens nouveaux à utiliser pour faire face à l'évolution négative en cours. J'espère qu'elles ouvriront les yeux des participants sur la nécessité d'engager des formes de lutte plus directes, comme celles, par exemple, lancées à Kőniz par la famille Zuber pour venir en aide aux Tamouls menacés de refoulement dans leur pays. Concrètement, nous aimerions pouvoir lancer une coordination européenne entre personnes et organismes impliqués, destinée à l'échange d'informations et d'expériences. Nous discuterons également l'idée d'un "tribunal" appelé à se

pencher non seulement sur la politique des Etats européens et des régions d'origine des réfugiés, mais également sur le travail de sape des courants xénophobes du type Front national de Jean-Marie Le Pen en France.

* Les Assises sont organisées par la Ligue suisse des droits de l'homme. N'est-ce pas insuffisant d'aborder le droit d'asile dans une optique essentiellement humanitaire?

— Les gouvernements bourgeois vivent de la séparation entre un humanisme de façade et des politiques réelles dictées essentiellement par des objectifs économiques. Pour nous, les droits de l'homme doivent être intimement liés à la lutte pour l'émancipation politique et sociale de la société dans son ensemble. Le document préparatoire des Assises

annonce clairement la couleur. Il ne s'agit pas seulement d'obtenir le respect d'un certain nombre de droits élémentaires pour les réfugiés et le demandeur d'asile, mais de forcer également les gouvernements à changer de politique à l'égard des régimes oppressifs du tiers monde et de soutenir les réfugiés qui s'engagent dans la lutte contre l'exploitation et l'oppression dans leur pays d'origine.

* Quel est l'impact actuel des Assises?

— Nous voulons secouer l'opinion publique et toucher des milieux nouveaux: à l'université, dans les syndicats, sur le plan politique, etc.

L'écho actuel est déjà important. Les réponses positives en provenance de Suisse, de France, d'Allemagne fédérale, de Belgique, d'Italie, de Grande-Bretagne et des pays scandinaves sont nombreuses. Nous enregistrons évidemment aussi des réactions négatives. Nous regrettons ainsi la timidité de l'Union syndicale suisse qui n'a pas voulu s'associer officiellement à notre initiative. Le Conseil d'Etat vaudois nous a fait savoir que les Assises "risquent à ses yeux d'être plus nuisibles qu'utiles à la cause que vous voulez défendre". La Municipalité de Lausanne s'est exprimée de façon bien plus favorable et l'Université ainsi que l'Ecole polytechnique de Lausanne nous fournissent les locaux nécessaires.

Propos recueillis par Urs Faucher

BULLETIN D'INSCRIPTION

à retourner à la case postale 2054, CH-1002 Lausanne

Nom	Adresse complète	Organisation
Quelle(s) langue(s) parlez-vous?		
Quelle(s) langue(s) comprenez-vous?		
Etes-vous disposé à collaborer pour des tâches de traduction pendant les Assises?		
écrites	orales	
Avez-vous besoin d'un logement chez l'habitant?		

Horlogerie :

ASUAG-SSIH: une vente sur fond de licenciements

L'annonce du projet des banques de vendre le groupe ASUAG-SSIH à un groupe financier, constitué dans ce but, correspond à une intention annoncée il y a deux ans. Elle fait suite à une attaque sans précédent contre l'emploi et les conditions de travail dans la région horlogère pendant ces dernières années.

Les manœuvres comptables ont lieu aujourd'hui dans le cadre de la lutte à l'intérieur de l'ASUAG-SSIH pour faire apparaître des chiffres rouges ou noirs. Cela ne doit pas cacher l'essentiel : les banques n'ont pas sauvé l'horlogerie, mais bien leur mise de fonds en expropriant les actionnaires, leurs débiteurs.

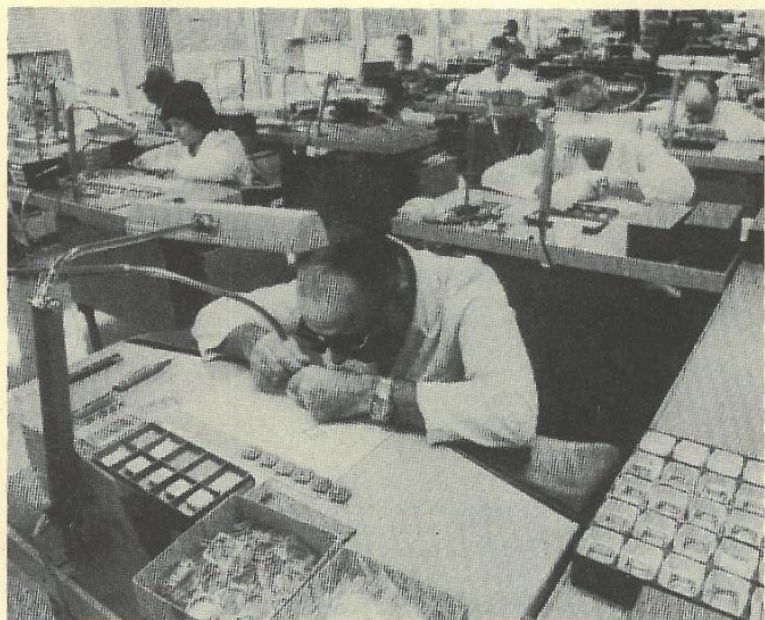
En même temps que la vente d'un premier lot d'actions du groupe horloger, les banques confirment le licenciement de 90 travailleurs qui étaient déjà en chômage "partiel" à 100%. Il faut y ajouter le déplacement de 90 autres et les 50 licenciés d'ici à la fin de l'année.

Ils veulent détruire le syndicat

Les dirigeants de la FTMH (syndicat de la métallurgie et de l'horlogerie) se sont plaints de ne pas recevoir d'informations. La conven-

reclassés au prix d'un déplacement. Sur ceux qui restent, 25 sont au chômage total depuis novembre et ils risquent de se faire licencier eux aussi.

Tous les autres ont été licenciés; parmi eux, plusieurs syndicalistes connus. Et à Omega? Il y a cinq ans, il y avait 2200 travailleurs. A l'époque l'usine était syndiquée à 46%. Aujourd'hui ils sont 500 à tout casser. La grande majorité a été licenciée. Combien de syndiqués parmi eux? Les structures syndicales ont été partiellement détruites aussi



tion collective exige que le syndicat soit prévenu "dans un délai raisonnable" avant les licenciements économiques. Deux ou trois jours ont apparemment suffi pour satisfaire le syndicat.

L'Impartial du 19 décembre 84 soulignait combien il était important d'être syndiqué. Pourtant, à Omega Cortébert, sur une centaine de travailleurs en majorité syndiqués, 16 seulement, pour la plupart des contremaîtres, ont pu être

bien chez Omega que chez Longines.

La FTMH capitule

Le fait est que la direction de la FTMH a toujours accepté la politique patronale. Dans un communiqué du 1er juin 83, elle reconnaissait "l'effort financier fourni par les banques" et espérait que "la fusion permettrait la conquête de nouveaux marchés et le maintien des postes de travail". Comme toujours,



1er Mai 1982 à Bienne

faute de solutions propres au mouvement ouvrier, la FTMH est obligée de se mettre à la remorque des plans du patronat.

Les travailleurs paient la note :

- * les banques n'ont pas ou peu investi pour moderniser l'appareil de production;

- * l'offensive sur l'emploi, les salaires et les conditions de travail sont sans précédent depuis les années 30.

Actuellement la région du Jura bernois, de Neuchâtel et du Jura compte 6000 chômeurs.

Depuis trois ans, la ville de Bienne compte en permanence plus de 1300 chômeurs. Les emplois restants ont été concentrés dans quelques localités et le chômage va de pair avec une augmentation importante des heures supplémentaires.

A ETA Granges, dans le département de la Swatch, peu de travailleurs osent les refuser!

Parallèlement, on constate une extension du travail par équipes et les patrons reviennent à la charge avec le travail de nuit pour les femmes. Tout cela avec les excellents résultats financiers de cette année en toile de fond.

Une alternative pour les travailleurs

Pourtant, une politique alternative est possible. La bataille contre le travail de nuit menée avec force par le Comité unitaire de la gauche et le mouvement féministe l'a montrée.

Le PSO reste persuadé que la lutte pour le contrôle public de l'ASUAG-SSIH est la seule alternative au démantèlement des emplois horlogers et la ruine d'une région. Dans cette perspective, la moindre résistance est un pas en avant. Le PSO appelle les forces de gauche et ouvrières de la région à une action unitaire sur des thèmes tels que : le refus des heures supplémentaires alors que le chômage est généralisé, la défense des salaires, le refus du travail de nuit. Le Comité unitaire de la gauche s'est réuni samedi 26 janvier et a décidé de relancer une action commune. Dans sa prochaine réunion il en précisera les modalités.

Correspondant biennois

* CAPITALISME ET CRISE *

Le charme "discret" de la bourgeoisie

"Il n'y a pas de limite à la croissance et au progrès humain quand les hommes et les femmes sont libres de suivre leurs rêves" a déclaré Ronald Reagan lors des cérémonies d'investiture pour son deuxième mandat. Voilà le solide bon sens reaganien tant vanté par les admirateurs du nouveau libéralisme. On pourrait, à l'occasion, demander leur avis à ce sujet aux 34 millions d'Américains qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Mais, c'est bien connu, on ne fait pas d'omellettes sans casser d'œufs! Tant mieux pour la minorité de possédants "libres de suivre leurs rêves", tant pis pour les autres libres de survivre à leurs cauchemars. Ceci dit, en matière de rêves, il est vrai que le couple Reagan ne manque pas d'imagination. Pendant que Monsieur rêve à la "guerre des étoiles" au coût astronomique se chiffrant en milliards de dollars, Madame, plus modeste, s'occupe de fringues. C'est ainsi que la première dame des Etats-Unis a dépensé la

bagatelle de 46 000 dollars (environ 100 000 francs suisses) pour renouveler sa garde-robe — sans les chaussures — afin de faire bonne figure aux cérémonies d'investiture. Histoire de ne pas avoir l'air trop "cradingue", quoi! Il y a quatre ans, Nancy Reagan ne s'était fendue que de 20 000 dollars. Il faut dire que cette fois-ci le couple présidentiel devait ouvrir neuf bals (prix d'entrée : 100 à 150 dollars), fréquenter une myriade de réceptions données dans les meilleurs hôtels, etc. Bref, l'ensemble des festivités organisées pour l'inauguration du deuxième mandat présidentiel n'aura coûté que neuf millions de dollars (environ 19 millions de francs suisses). Il faut ce qu'il faut pour célébrer dignement le "progrès humain".

Quand l'OFIAMT ment

D'après l'OFIAMT (Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail), un ménage moyen (revenu mensuel : 3600 francs, deux adultes et deux enfants) consacre le 12,5%

de son budget à l'alimentation. 12,5% de 3600 francs = 450 francs par mois, soit une dépense journalière de 15 francs (450 divisé par 30) pour la nourriture de toute la famille. Ainsi, d'après l'OFIAMT, ce ménage moyen dépense 3,75 francs par jour et par personne, soit 1,25 franc par repas et par personne. Extraordinaire : les experts de l'OFIAMT estiment que 3,75 francs est une somme suffisante pour se nourrir durant toute une journée! Il serait intéressant de connaître la composition du panier de la ménagère d'après l'OFIAMT : trois kilos d'air et deux paquets de chewing-gum. Plus sérieusement, la Fédération romande des consommatrices évaluée, elle, à 29,1% la part du revenu mensuel de notre ménage moyen pour l'alimentation, ce qui donne 35 francs par jour, c'est-à-dire un montant nettement plus réaliste et deux fois plus élevé que celui, mythique, de l'OFIAMT. Que les experts de l'OFIAMT se mettent à leur propre régime : pain sec et eau fraîche, trois fois par jour.

Burke

La pauvreté en Suisse :

Un habitant sur douze dans la dèche

La crise qui frappe tous les pays capitalistes fait resurgir un mal que tous les apôtres de la "société de consommation" croyaient avoir enterré avec le vieux Marx : la pauvreté. Voici un siècle, Marx expliquait que les lois de l'accumulation capitaliste créaient toujours un pôle de concentration des richesses à côté de pôles de misère. Celle du tiers monde en est, tout au long de ce siècle, la criante démonstration. Mais voilà que, même dans les pays industrialisés, réapparaissent ce qu'on appelle maintenant les "nouveaux pauvres". Le livre d'Hélène Beyeler-von Burg, dont nous avons déjà rendu compte, intitulé *"Des Suisses sans nom"*¹, a mis le doigt sur cette misère existante dans un pays où, dit-on, la richesse serait "bien répartie". Nous avons essayé d'aller plus loin et d'estimer (ce qui se fait officiellement aux Etats-Unis mais pas ici) combien de gens vivent, en Suisse, dans la pauvreté.

Personne ne connaît le nombre exact des pauvres. Les statistiques officielles (qui publient le nombre précis des vaches, des poules et des cochons en Suisse) ne s'y intéressent pas. Bien des gens camouflent d'ailleurs leur misère, comme ces quelque 35 000 retraités et retraitées AVS qui ne recourent pas à leur droit aux rentes complémentaires, par gêne de se trouver à l'assistance.

estime leur nombre à 50 000 environ et, au courant de cette année, une dizaine de milliers de personnes vont venir grossir le contingent !

Le nombre estimé des travailleurs et des travailleuses clandestins oscille entre 30 000 et 50 000. Ils sont exploités sans vergogne, étant totalement dépourvus d'une quelconque défense juridique. Des milliers de réfugiés vivent dans une situation précaire et des fonction-



Campement de Romanichels près de Zürich vers 1950

Retraités, immigrés et chômeurs

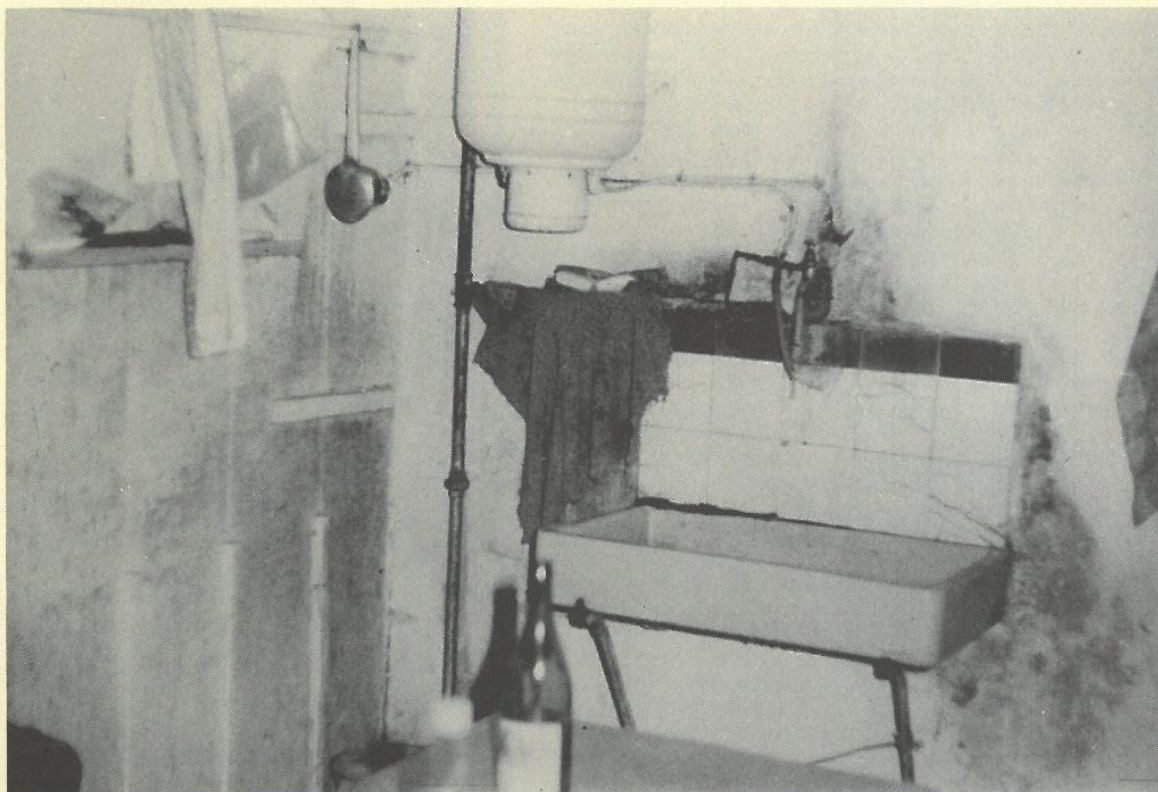
Ce que nous savons, c'est que 160 000 retraités et 20 000 invalides atteignent au mieux le minimum vital reconnu et que beaucoup d'entre eux sont condamnés à végéter bien en-dessous.

Les chômeurs qui n'ont pas ou plus droit aux indemnités de chômage, et n'apparaissent dans aucune statistique, sont plus nombreux que les 35 000 chômeurs officiellement enregistrés. L'Institut pour les questions du marché du travail de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich

naires de police se permettent d'attiser la haine des étrangers en inventant des chiffres fantaisistes sur les "prestations d'assistance exagérées".

Les "petits salaires"

Mais qu'en est-il des salariés dans une situation "normale"? Le *Mouvement populaire des familles*, connu pour le sérieux de ses enquêtes, a constaté en 1977 que 7 % des ménages de Suisse romande devaient se contenter d'un revenu inférieur à 2000 francs par mois. Près de la moitié de ces ménages les plus dé-



Intérieur d'un appartement en Suisse

Destin de femme

Madame Baertschi, 47 ans aujourd'hui, est née en Thurgovie d'une famille nombreuse. Dès son plus jeune âge, elle a dû aider au ménage : faire la lessive, la cuisine, chercher l'eau. Elle ne réussit pas bien à l'école. Dès l'âge de 15 ans, elle travaille à l'extérieur comme aide de ménage, pour aider la famille à survivre. Après son mariage, elle prend des travaux de couturière à domicile pour une maison de confection.

Comme son mari est malade, il ne peut travailler régulièrement. Leur deux enfants leur sont retirés très jeunes parce que les autorités les jugent incapables de les éduquer convenablement. Elle en est fortement bouleversée, mais elle n'ose pas se révolter et se défendre. Pour couvrir les frais d'entretien de ses enfants et soigner son mari toujours plus condamné à garder le lit, elle continue à travailler comme couturière à domicile, pour les uniformes militaires, souvent la nuit entière.

Existence typique d'une de ces femmes du "quart monde", dont *"Les Suisses sans nom"* multiplie les cruels exemples.

munis comptait deux enfants et plus ! Si nous partons de l'idée que les salaires sont un peu plus élevés en Suisse alémanique, cela représente néanmoins, pour l'ensemble de la Suisse, quelque 85 000 ménages, soit 250 000 personnes en chiffres ronds. Et compte tenu du pouvoir d'achat aujourd'hui, la limite supérieure devrait être établie à 2500 francs de revenu mensuel.

Il s'agit, bien entendu, d'une "limite" purement statistique. Suivant le nombre d'enfants ou le montant du loyer, de nombreux autres ménages, même avec un revenu légèrement supérieur, sont dans une situation financière difficile. On y retrouve ces femmes et ces hommes qui, malgré de vains efforts souvent, n'arrivent jamais à joindre les deux bouts et se retrouvent toujours en train de devoir recourir à l'assistance. Dans l'ensemble, on peut donc estimer les pauvres en Suisse à un demi-million de personnes.

L'enquête menée par le mouvement *"ATD Quart Monde"*¹ a démontré que la majorité de ces "cas d'assistance" seraient parfaitement capables de "s'intégrer" s'ils n'étaient pas exclus de la société par *"une économie qui broie les hommes"*. Ce fait est confirmé par une

thèse récemment publiée à l'Université de Zurich sur le problème de l'assistance dans cette ville. Cette thèse montre que le nombre des cas d'assistance évolue, entre 1931 et 1980, en exacte corrélation avec la situation sur le marché du travail². De 1980 à 1983, le nombre des cas d'assistance a augmenté de 65 %, passant de 3643 à 5929. Une progression massive où se reflète en partie la croissance des chômeurs enregistrés.

Pour un salaire minimum

Hermann Greulich, le "père" du mouvement ouvrier suisse, répétait sans cesse aux travailleurs, voici un siècle : *"Pensez aux plus défavorisés. Aidez d'abord et surtout ceux qui sont au plus bas !"* L'action des syndicats chrétiens en faveur des vendeuses du Valais³ en est un exemple et a permis de les organiser dans les syndicats.

Contre ces salaires de famine et de misère, il n'y aurait en fait qu'une riposte décisive : imposer un *salaire minimum légal*, comme Greulich le préconisait en lien avec le droit au travail. Cette solution pose certes des problèmes sur le plan

national (la Constitution et un jugement du Tribunal fédéral interdisent un salaire minimum sur le plan cantonal !), mais elle est une exigence qui doit être reprise aujourd'hui. Dans le domaine de la sécurité sociale, les organisations ouvrières devraient aussi combattre de manière infiniment plus décidée toutes les lacunes des assurances sociales et s'engager pour un régime d'assistance plus humain. Plus immédiatement enfin, l'ouverture sans restrictions d'ateliers publics de formation professionnelle, que revendique notre initiative, est, au sens propre du terme, une nécessité impérieuse pour bien des enfants de familles démunies.

Jost Steiger

1. *"Des Suisses sans nom" — les heimatloosen d'aujourd'hui*, par H. Beyeler-von Burg, Editions Science et Service, Paris 1984. Présenté dans *"La Brèche"* No 329 du 3 novembre 1984. Adresse de *"ATD Quart Monde"*: 1711 Treyvaux Tél. (037) 33 11 66.

2. S. Biderbost : *"Hilfe als Problem"* (L'aide comme problème). Editions Limmat Verlag, 1983.

3. Lire notre article à ce sujet dans *"La Brèche"* No 333, 19 janvier 1985.

"SIMULATEUR"

Marcel Robert naît en 1922 d'une famille pauvre et nombreuse. Descendant d'heimatlos, son père est vacher et journalier, sa mère travaille chez des paysans, avec les enfants. A huit ans, Marcel, solide, entre au service d'un paysan : l'alpage en été, l'école et l'étable en hiver. A 16 ans, il débarque à Berne où l'entreprise de construction Losinger l'engage comme manœuvre sur des chantiers éloignés : notamment des mines de charbon près d'Oron puis en Belgique où l'entreprise l'a "prêté" pour six mois.

En 1940, c'est l'armée, puis il travaille sur des chantiers de montagne dangereux (La Petite Dixence, Handegg). Marié en 1948, il vit chez ses beaux-parents (Fribourg) car il ne trouve pas de logement. Guerre de travail non plus. Sur le chantier de la voie Fribourg-Romont, on l'engage pour 120 francs par mois (soit 400 francs actuels). La famille connaît la misère noire, le café noir pour faire passer la faim. On "place" les trois enfants ailleurs.

En 1953, il travaille au chantier de galeries souterraines à Vallorbe. Deux fois enseveli sans que ce soit de sa faute, il est longuement soigné à l'hôpital, son thorax à moitié enfoncé. Après deux ans d'interruption de travail (début de silicose), il reprend sur des chantiers, interrompu par la maladie ou le chômage. En 1967, pour 9-10 heures par jour, il est payé 950 francs par mois (soit 2000 francs actuels). Atteint d'un infarctus en février 1978, il retravaille en avril. Une chute lui casse la jambe et le pied. Après cinq mois de traitement, il demande une place à mi-temps. Mais comme les rayons X sont "bons", les médecins de la CNA le traitent de "simulateur" et le déclarent apte au travail à 100%. Il reprend le travail, souffre violemment du dos (non couvert par la CNA, qui déclare un rhumatisme), mais rien ne va plus : en 1982, à 60 ans, un autre médecin le déclare invalide, d'abord contre sa volonté, puis il finit par l'admettre : je suis à moitié foutu.

Marx n'a pas eu le temps d'élaborer de manière systématique une théorie des crises. Il avait réservé cette élaboration pour un des tomes du Capital non rédigé, le tome consacré au marché mondial. Mais dans le tome III du Capital, dans les Théories de la Plus-Value, et dans différentes contributions journalistiques-descriptives, ainsi que dans leur correspondance, Marx et Engels ont inclus suffisamment de passages traitant du cycle industriel et de la crise pour qu'on puisse parler d'une véritable théorie marxiste des crises, sans solliciter les textes ou falsifier leur pensée.

L'EXPLICATION MARXISTE DES CRISES

La théorie marxiste des crises rejette toute conception mono-causale. Les crises ne sont pas dues exclusivement à l'excès de capitaux (suraccumulation) ou, ce qui revient au même, à l'insuffisance de la masse de plus-value produite couramment. Elles ne sont pas dues exclusivement à l'insuffisance de pouvoir d'achat de la part des masses. Elles ne sont pas dues non plus exclusivement à la disproportionnalité entre les deux départements fondamentaux de la production, le département des biens de production et le département des biens de consommation. Toutes ces causes jouent un rôle dans le déclenchement des crises et dans leur reproduction cyclique, mais aucune d'elles ne détermine, à elle seule, l'éclatement régulier des crises.

La raison pour laquelle Marx rejette toute explication mono-causale des crises, c'est qu'il considère le cycle industriel et les crises de surproduction à laquelle il aboutit régulièrement comme inhérents au mode de production capitaliste lui-même. Ce mode de production est fondé sur la production marchande généralisée. C'est du fait que les moyens de production (y compris la terre) et la force de travail sont devenus des marchandises que découle le rapport capital/travail salarié, c'est-à-dire le mode de production capitaliste.

Or, production marchande généralisée implique le travail non-immédiatement social, implique contradiction entre travail privé et travail social, disposition fragmentée des moyens de production (c'est-à-dire propriété privée au sens économique et non purement juridique du terme), fluctuations des investissements dans le temps, contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange, contradiction entre marchandise et argent. De là découle l'opposition fondamentale de Marx à la "loi des débouchés" de J.B. Say et à des erreurs parallèles de Ricardo. Pour Marx, la production ne crée pas automatiquement sa propre demande, rejet des thèses qui sont reprises par les monétaristes et les "supply-side" économistes d'aujourd'hui. De même, la demande ne crée pas automatiquement sa propre production, rejet des thèses qui sont reprises par les néo-keynesiens d'aujourd'hui.

La crise prend ses racines dans le fait que les conditions de production de la plus-value n'impliquent pas automatiquement les conditions de sa réalisation (ne coïncident pas automatiquement avec elles).

Dans ce sens, dans le cadre de la théorie marxiste des crises, la crise est à la fois une crise de surproduction de capitaux et une crise de surproduction de marchandises. Dans sa préparation et son éclatement interviennent toutes les contradictions internes du mode de production capitaliste. On peut représenter la crise comme fondamentalement déterminée par la baisse tendancielle du taux moyen de profit dans la mesure où les fluctuations du taux de profit résument l'ensemble de ces contradictions.

Par son essence même, la crise capitaliste est donc une crise de surproduction de valeurs d'échange. En cela, elle s'oppose aux crises des sociétés précapitalistes et aux crises dans les sociétés postcapitalistes, qui sont essentiellement des crises de sous-production de valeurs d'usage. Ces crises y sont combinées, à des degrés divers, avec des phénomènes liés au marché, dans la mesure où la production marchande se développe ou survit dans ces sociétés. En revanche, aussi longtemps que subsiste le mode de production capitaliste, que l'économie continue à être régie par la loi de valeur, les crises de surproduction sont inévitables.

L'EXPLICATION MARXISTE DE LA DÉPRESSION ACTUELLE

La récession 1980-1982 a été la 21ème crise de surproduction depuis la "naissance du marché mondial pour marchandises industrielles", comme le dit Marx, naissance qui se situe vers 1825. Cela donne une moyenne de durée du cycle industriel de 15 années divisées par 21, c'est-à-dire de 7,5 années confirmation élatante d'une hypothèse de Marx. La nature même du cycle industriel implique qu'il n'y a pas de "crise permanente". Après la récession vient la reprise, même si elle hésitante, peu profonde, de durée relativement limitée et non-synchronisée. Nous croyons qu'une reprise a déjà commencé en 1983, du moins aux Etats-Unis, en RFA, en Grande-Bretagne, au Canada, de même qu'il y a eu une reprise entre la récession de 1974-75 et la récession de 1980-1982.

Nous définissons les crises après la 2ème guerre mondiale — à l'époque du "capitalisme tardif" (Spätkapitalismus) — comme des récessions parce que ce sont des crises combinées avec une inflation permanente qui en atténue partiellement les effets. L'inflation du crédit, c'est-à-dire de la monnaie scripturale, de la "monnaie bancaire", permet de vendre plus de marchandises qu'avec le pouvoir d'achat effectivement créé au cours du processus de production. Elle permet d'accumuler plus de capitaux qu'avec la plus-value effectivement produite au cours du processus de produc-



Usine démantelée en Grande-Bretagne

Théorie marxiste :

LES CRISES ET LES DÉPRESSIONS ÉCONOMIQUES

Alors que la "presse économique" pavoise face à la reprise conjoncturelle de l'économie impérialiste, les analystes les plus sérieux du camp bourgeois ne manquent pas de souligner l'accumulation de contradictions profondes (entre autres la crise d'endettement dans les pays impérialistes et dans le "tiers monde"). Ils indiquent aussi la probabilité très grande — si ce n'est la certitude — d'une nouvelle récession en 1986-1987.

Nous l'avons expliqué à plusieurs reprises : nous sommes entrés dans une longue phase de crise de l'économie capitaliste internationale. Pour le mouvement ouvrier, en comprendre les origines et les implications est vital. C'est dans ce but que nous publions cette conférence que notre camarade Ernest Mandel a prononcée au printemps 1983.

tion, et réalisée au cours du processus de circulation. Malgré toute la démagogie des "monétaristes" et toutes les mesures déflationnistes prises par les gouvernements bourgeois (tant "de droite" que "de gauche"), l'inflation subsiste au cours de l'actuel cycle industriel, même si elle a été réduite par rapport aux années 70 (mais pas par rapport aux années 50 et 60).

Mais le "capitalisme tardif" ne peut pas atténuer pendant une période limitée ses contradictions internes au moyen de l'inflation permanente sans payer un prix élevé — à la longue insupportable — pour cette tendance : la désorganisation croissante de son système monétaire international, les risques croissants d'effondrement de tout le système bancaire et de tout le système de crédit internationaux.

Hypocritement, les capitalistes et leurs idéologues concentrent à ce sujet leur feu sur les dettes des pays dits "du tiers-monde" et des Etats dits socialistes que nous préférons appeler Etats ouvriers bureaucratisés ou Etats postcapitalistes. Mais en réalité, le capitalisme a connu son essor économique imprévu après la 2ème guerre mondiale en flottant sur un océan de dettes débordant vers quatre rivages : les firmes capitalistes privées, y compris les firmes multinationales ; les pays dits du tiers monde ; les gouvernements impérialistes ; les gouvernements des Etats ouvriers bureaucratisés. De ces quatre masses de dettes, c'est la première et non la seconde qui est la plus importante. La troisième a déjà dépassé la quatrième et peut dépasser la seconde.

Les détonateurs des récessions de 1974-75 et de 1980-

82 ont été les détonateurs classiques, leur déroulement a été un déroulement classique : surproduction dans les secteurs clé de l'expansion précédente (automobile, construction immobilière, acier, pétro-chimie, etc...), baisse du taux moyen de profit, aggravation des tendances spéculatives et inflationnistes, obligation pour la bourgeoisie d'initier une politique déflationniste, chômage en montée rapide et, de ce fait, contraction du marché intérieur, concurrence inter-impérialiste et inter-capitaliste, avec montée du protectionnisme et contraction du marché mondial.

CYCLE INDUSTRIEL ET ONDES LONGUES

Le fait que Marx a mis à nu les mécanismes fondamentaux, structurels, des crises de surproduction capitaliste implique qu'il y a des traits fondamentaux, structurels communs entre toutes ces crises. Mais il n'implique pas que toutes les crises sont strictement identiques. Chaque crise représente en fait une combinaison de traits généraux et de traits particuliers. Marx lui-même a analysé en détails les traits particuliers d'une série de crises qu'il a vécues comme la crise de 1857-58 et son aspect monétaire, et celle de 1861, liée aux conséquences de la Guerre de Sécession aux Etats-Unis.

Je ne peux pas analyser en détail tous les traits particuliers des crises de 1970-71, de 1974-75 et de 1980-82. Mais je veux insister sur un aspect essentiel de cette combinaison

entre traits particuliers et traits généraux des crises courantes : la combinaison entre le cycle industriel septennal ou sexennal, et l'onde longue à tendance dépressive qui a manifestement commencé à la fin des années soixantes. Elle a succédé à une onde longue expansive qui s'échelonne de 1948-49 à 1968 (sauf dans les pays anglo-saxons, où elle a sans doute commencé vers 1940).

Cette combinaison entre le cycle industriel classique et l'onde longue dépressive a des conséquences considérables sur l'évolution économique à moyen et long terme. Elle a des conséquences tout aussi importantes sur le plan social et politique.

L'onde longue dépressive actuellement en cours est caractérisée par la "vulgarisation" des innovations technologiques initiées pendant l'onde longue expansive précédente, c'est d'ailleurs une caractéristique générale d'ondes longues de ces deux tonalités fondamentales différentes.

Cela veut dire en pratique trois choses : maintien d'un taux de croissance annuel assez élevé de la productivité, baisse sinon disparition des "rentes technologiques", des profits monopolistiques, des grands trusts, y compris "multinationaux", ce qui contribue à déprimer le taux moyen de profit, baisse considérable du taux moyen de croissance de la production, qui reste longtemps inférieur au taux de croissance de la productivité. Le résultat est clair : à la fois l'augmentation du chômage et l'offensive d'austérité de la bourgeoisie se maintiendront pendant une longue période, indépendamment des fluctuations cycliques de la production annuelle.

Pour ne parler que du chômage dans les pays impérialistes : il est monté de 10 millions en 1970 à 15 millions en 1975, à 20 millions en 1978, à 30 millions en 1980, à 35 millions en 1983, et il va atteindre 40 millions en 1985, indépendamment de la reprise en cours. Il s'agit d'ailleurs de statistiques qui sous-évaluent fortement la réalité, car elles n'incluent pas tous ceux et toutes celles qui, comme le disent si élégamment les idéologues bourgeois et petits-bourgeois, "ont quitté le marché du travail" ayant perdu tout espoir de retrouver un emploi. Il s'agit avant tout des femmes refoulées vers les foyers, et des travailleurs immigrés refoulés dans leurs pays d'origine.

Dans le cadre de l'onde longue dépressive, il y a eu désynchronisation cyclique entre la crise frappant les pays impérialistes, et la crise frappant les pays semi-coloniaux et les pays dépendants semi-industrialisés. Ces deux derniers notamment ont pu maintenir un taux de croissance relativement élevé, surtout au Mexique, au Brésil, en Corée du Sud, en Inde, à Taïwan et dans une série des pays de l'OPEP. Mais depuis 1980, la situation s'est radicalement retournée. Aujourd'hui, les pays dits "du tiers monde" sont frappés de plein fouet par la crise.

Pour les moins sous-développés d'entre eux, cela signifie un changement de climat socio-économique et politique complet par rapport aux dix années précédentes, une perte de crédibilité des projets d'industrialisation (de développement) dans le cadre du capitalisme international, des projets nationalistes-populistes, etc., avec une chute brutale du niveau de vie des masses. Pour les plus pauvres d'entre eux, c'est une tragédie à dimension historique qui est en train de se dérouler dont pour notre honte à nous tous, l'avant-garde révolutionnaire internationale, pour ne pas dire le mouvement ouvrier international, n'ont absolument pas pris conscience. On peut résumer cette tragédie en une formule : l'onde longue dépressive entraîne une paupérisation absolue dans les pays semi-coloniaux les plus pauvres qui amène le pouvoir d'achat des salaires moyens vers le niveau des rations de nourriture des camps de concentration nazis.

LA FONCTION POLITIQUE ET SOCIALE DES DIFFÉRENTES INTERPRÉTATIONS DE LA CRISE

La défense de la théorie marxiste des crises n'est pas seulement un devoir d'honnêteté scientifique, de capacité de comprendre, d'expliquer et de prévoir la marche de l'économie mondiale. Elle joue aussi un rôle précis dans la lutte idéologique qui se déroule maintenant au sein de l'opinion publique, c'est-à-dire de la lutte de classe politique, de la lutte de classe tout court. Elle joue encore davantage un rôle précis dans le clivage au sein du mouvement ouvrier international, entre ceux qui, sous les formes les plus diverses et avec les excuses les plus contradictoires, acceptent la crise comme inévitable et se contentent de proposer des recettes pour gérer cette crise avec des doses graduées d'austérité, et ceux qui veulent organiser, élargir et généraliser le refus de toute politique d'austérité, la résistance militante et active contre l'offensive du Capital, la lutte contre le chômage par l'introduction immédiate de la semaine des 35 heures sans réduction de salaire, hebdomadaire et avec embauche obligatoire, la lutte pour une alternative anti-capitaliste d'ensemble à la politique d'austérité. Ce clivage oppose en dernière analyse tous les tenants de la collaboration de classe et tous les partisans irréductibles de l'indépendance politique de classe du prolétariat, pour laquelle Marx s'est battu toute sa vie à partir de 1850.

Sans pouvoir dresser une liste exhaustive de toutes les "explications" de rechange de la crise par rapport à l'explication marxiste, nous mentionnerons les schémas idéologiques suivants :

— la crise serait le résultat inévitable de la hausse excessive des salaires directs et indirects pendant la phase d'essor précédente. Il y a une version droitiste à cette "explication" (l'explication néo-classique, monétariste : "Les travailleurs, vu les hauts salaires, se mettent hors du marché du travail.") Il y a aussi une version de "gauche" de cette explication : la théorie "de l'écrasement du profit", qui retournant de Marx

à Ricardo, réduit la baisse du taux de profit à la baisse du taux de la plus-value, c'est-à-dire qui explique la crise par la hausse des salaires.

— La crise serait le résultat inévitable de l'inflation, considérablement gonflée par les hausses du prix du pétrole en 1973 et en 1975.

— La crise serait le résultat d'une conspiration des "multinationales", ou d'une conspiration de l'impérialisme américain, pour restaurer (ou consolider) leur hégémonie sur l'économie capitaliste internationale, voire sur l'économie mondiale.

— La crise ne serait qu'un mécanisme normal de relance et de redéploiement international de l'accumulation du capital, que le capitalisme serait capable de réaliser et qu'il serait d'ailleurs en train de réaliser.

La fonction de ces "explications" est politique et sociale, non scientifique. Quelquefois, leur aspect irrationnel prend une dimension grotesque : ainsi, selon d'aucuns en France, (et pas seulement en France!), ce serait successivement la hausse du prix du pétrole et sa baisse qui aurait causé — ou aggravé considérablement — la crise ! Mais une fois écartée, la prétention scientifique de ces "explications", qui est nulle, nous ne devons point en tirer la conclusion qu'elles sont sans importance. Elles ont une importance extrême, car elles sont des instruments de la bourgeoisie pour obtenir des résultats socio-politiques précis :

— culpabiliser la classe ouvrière et le mouvement ouvrier comme responsables de la crise,

— "culpabiliser" les "sheiks du pétrole" ou, plus généralement, les pays du tiers monde, comme responsables de la crise,

— présenter la crise comme une fatalité à laquelle personne ne peut se soustraire,

— justifier les concessions dites inévitables aux impératifs de l'austérité, c'est-à-dire aux impératifs du profit.

Tous ces résultats poursuivis ont un but central : exercer une énorme pression sur la classe ouvrière pour qu'elle ne reconnaisse pas que le capitalisme, et seulement le capitalisme, est responsable de la crise, et que toute lutte réelle et efficace contre les conséquences désastreuses de la crise pour les masses laborieuses doit être une lutte contre le capitalisme, une lutte anti-capitaliste, c'est une pression pour empêcher une lutte résolue et conséquente contre l'offensive internationale d'austérité et de remilitarisation. C'est une pression pour empêcher l'émergence d'une alternative anti-capitaliste, socialiste à la crise, pour laquelle de larges masses seraient prêtes à combattre.

LA CRISE ET L'AVENIR DE L'HUMANITÉ

Nous sommes convaincus que la dépression est très grave, qu'elle est en fait, dans le contexte de la crise du système impérialiste et de la crise sociale, la crise la plus profonde que le capitalisme ait connu depuis sa naissance. C'est dans la crise que s'exprime, pour rappeler une formule de Marx, la tendance du capitalisme à transformer périodiquement les forces productives en forces destructives. Or, l'ampleur de la crise détermine l'ampleur du potentiel destructeur dégagé par la "solution" capitaliste de la crise. Pour sortir de la crise des années 30 sans sortir du capitalisme, l'humanité a payé le prix de 100 millions de morts, le prix d'Auschwitz, et de Hiroshima.

Avec le niveau actuellement atteint par l'armement — avant tout mais pas seulement, de l'armement nucléaire —, avec les processus de destruction de l'environnement en cours, avec la montée de la faim dans le monde, ce potentiel destructeur devrait aujourd'hui être multiplié au moins par cinq. Il implique le risque réel de destruction de l'infrastructure matérielle et humaine sur terre.

Depuis 1914, l'humanité est confrontée avec le dilemme : socialisme ou barbarie. Deux guerres mondiales, d'innombrables guerres locales, la montée périodique de dictatures sanguinaires fascistes, semi-fascistes, militaires, l'extension de la torture dans plus de soixante pays : tout cela prouve que la notion de "barbarie" n'est ni propagandiste, ni mystificatrice, ni abstraite, mais chargée d'un contenu réel de plus en plus dramatique. Mais aujourd'hui, avec l'armement et le surarmement nucléaire, le dilemme "socialisme ou barbarie" prend une dimension nouvelle plus précise encore. Aujourd'hui, la victoire mondiale du socialisme est devenue une question de survie physique du genre humain. Aujourd'hui, à long terme, le dilemme est "socialisme ou destruction du genre humain".

Je dis : "à long terme". A court terme, et à moyen terme, le capital international se heurte à des obstacles et à des résistances immenses pour appliquer un cours vers la reconquête des marchés perdus, c'est-à-dire un cours vers la 3ème guerre mondiale. Parmi ces obstacles et ces résistances, il y a avant tout la force du mouvement ouvrier et du mouvement anti-guerre dans les pays impérialistes, et la force du mouvement anti-impérialiste dans les pays semi-coloniaux et dans les pays dépendants. Aujourd'hui, ce que la remilitarisation met à l'ordre du jour dans l'immédiat, ce sont des guerres contre-révolutionnaires locales, comme l'agression au Liban contre la révolution palestinienne, l'agression contre la révolution centre-américaine, l'agression contre la révolution en Afrique australe. Avant que les défaites très sévères ne soient infligées au mouvement ouvrier et au mouvement de masse des principaux pays du monde capitaliste, la 3ème guerre mondiale n'est pas à l'ordre du jour.

Mais justement en fonction de la gravité et de la durée de la dépression, le risque de la 3ème guerre mondiale aura tendance à augmenter dans la mesure où l'offensive d'austérité et de remilitarisation réussit à affaiblir ou à désarticuler le mouvement de masse et les organisations de masses dans les principaux pays capitalistes du monde.

Pour nous, ce n'est pas quelque chose de tranché d'ores et déjà, les batailles décisives sont devant nous, non derrière. Pour prendre avec tous les risques inhérents dans des analogies historiques, les étapes préparatoires à la 2ème guerre mondiale, nous sommes aujourd'hui en 1929 et non en 1933 ou en 1938. La marche vers la 2ème guerre mondiale aurait pu être renversée si Hitler n'avait pas pu prendre le pouvoir, si Franco avait été battu, si la montée révolutionnaire en France n'avait pas été étouffée par le Front Populaire. Les grandes batailles de classe à venir en Europe occidentale, au Brésil, au Mexique, en Argentine, en Inde, au Canada, en Afrique du Sud, au Japon et sans doute finalement aux Etats-Unis, décideront de la marche vers la 3ème guerre mondiale, donc du sort de l'humanité.

On peut se poser la question : est-il rationnel pour le capitalisme, même chapeauté par un personnel politique de droite et d'extrême-droite, d'envisager une "solution" à la crise par la guerre nucléaire mondiale ? La question elle-même est mal posée. La société bourgeoise dans son ensemble est caractérisée par une combinaison sui generis de rationalité partielle et d'irrationalité globale. La même caractéristique s'applique aux armements.

Mais dans la mesure où il y a effectivement un fond irrationnel dans le projet de guerre nucléaire, cela n'implique nullement que ce projet soit irréalisable. Auschwitz aussi était irrationnel du point de vue des intérêts d'ensemble de l'impérialisme allemand, y compris du point de vue d'une guerre impérialiste cherchant à obtenir la victoire. Néanmoins, Auschwitz a été réalisé. C'est la préparation de l'accoutumance politique et idéologique des masses à l'irrationnel et au monstrueux qui est décisive à l'étape actuelle pour l'impérialisme dans la perspective de la préparation de la guerre.

Voilà le but central de l'offensive non seulement anti-communiste, anti-marxiste, anti-socialiste dans les mass media et dans les Universités bourgeoises, mais d'une campagne contre la science, contre la raison, contre les idéaux de la révolution bourgeoise et du Siècle des Lumières, voire contre les idées égalitaristes élémentaires présentes dans la tradition religieuse judéo-chrétienne. La barbarie des idées précède la barbarie des faits. C'est pourquoi une contre-offensive théorique vigoureuse doit être déclenchée pour défendre contre la bêtise au front de taurau, mais dotée de formidables moyens matériels de diffusion et de pression, le marxisme, le socialisme, la science, la raison, les droits égaux de tous les hommes et de toutes les femmes qui habitent notre planète.

Cette contre-offensive est hypothéquée par une réalité objective : la situation réelle, économique, sociale, politique, idéologique, culturelle, morale dans les pays de l'Est, les sociétés bureaucratiques de transition entre le capitalisme et le socialisme, les Etats ouvriers bureaucratiques. Nous rejetons évidemment toute notion d'un "socialisme réellement existant" où que ce soit dans le monde. Nous rejetons de même toute notion selon laquelle Marx serait responsable des pratiques de la bureaucratie soviétique, ou des pratiques de la bureaucratie social-démocrate réformiste. En revanche, nous enregistrons un fait qui pèse sur nous tous. Lors de la crise des années 30, il y avait une quasi-unanimité dans le mouvement ouvrier mondial autour d'une idée centrale : le capitalisme est en crise ; la solution, c'est la planification socialiste. Aujourd'hui, il y a une part importante du prolétariat mondial, y compris des membres des Partis Communistes, qui ne trouvent plus cette réponse suffisante.

La raison fondamentale qui explique ce changement, ce n'est pas la propagande impérialiste, ni la pression de milieux petits-bourgeois démoralisés et sceptiques, bien qu'il ne faille pas sous-estimer l'importance de ces facteurs. La raison fondamentale, c'est l'appréhension, tardive mais salutaire, par le prolétariat international, de la réalité économique et sociale dans les pays de l'Est, telle qu'elle a été révélée de manière éclatante par la montée de la révolution et de la contre-révolution politiques en Pologne. La crise économique et sociale à l'Est est un facteur constitutif de la crise mondiale. Elle n'est pas identique à la crise capitaliste, bien qu'elle soit influencée par elle. Elle est spécifique à ces sociétés. Elle pèse lourdement sur la conscience moyenne du prolétariat international. Elle doit être prise en charge franchement, en théorie et en pratique, par les marxistes du monde entier.

Il est certain qu'une réponse purement théorique et propagandiste ne donnera jamais satisfaction suffisante aux larges masses. Aussi longtemps que n'existera pas, dans les faits, un "modèle" de société de transition qui transcende de manière décisive les abus, aberrations, gâchis, inégalités, oppressions qui existent aujourd'hui à l'Est, notre réponse ne convaincra pas tout le monde. Mais cela ne signifie pas qu'il faut attendre la victoire de la révolution socialiste à l'Ouest, de la révolution politique à l'Est pour défendre de manière résolue ce que la planification socialiste — c'est la réponse socialiste à la crise capitaliste — sont réellement.

Nous disons que l'économie et la société fondées sur la science et la technique contemporaines sont devenues trop complexes et trop lourdes de catastrophes pour être gérées par de quelconques "experts" — d'ailleurs, de moins en moins compétents — par de quelconques minorités élitaires, qu'elles soient bourgeoises à l'Ouest ou bureaucratiques à l'Est. De la même manière, nous croyons que cette crise mondiale est trop grave pour être laissée à la merci de "lois objectives du marché" se réalisant derrière le dos de l'humanité.

Cette crise ne sera résolue que si les masses prennent en main elles-mêmes la gestion de leurs propres affaires, de l'économie, de l'Etat, de la Société.

1er juin 1983
Ernest Mandel



Kaiseraugst, manif en 1982

La commission du National confirme l'autorisation

Kaiseraugst, c'est pas fini!

Le 23 septembre 1984, le lobby nucléaire était à la fête : l'initiative contre les centrales était rejetée. Mais à Bâle, le refus était plus fort que jamais auparavant, et le 45 % des voix de l'initiative représente une très forte minorité. Pour sortir de cette situation bloquée, la bourgeoisie veut passer à l'offensive en arrachant un oui à l'autorisation de construire Kaiseraugst.

Le 17 janvier, la commission du Conseil national décide sans ambiguïté non seulement d'autoriser la construction mais de refuser toute négociation sur un éventuel abandon et des indemnités. Les intentions de la bourgeoisie s'affirment : avant de négocier un abandon de Kaiseraugst, il faut tester si on peut ou non construire la centrale —

sachant que renoncer revient à mettre fin au programme nucléaire en Suisse. "L'attitude de la majorité a finalement été dictée par la conviction qu'un abandon aujourd'hui reviendrait à renoncer à l'énergie nucléaire, car remplacer Kaiseraugst par une centrale à Graben ou ailleurs serait politiquement impossible" (Neue Zürcher Zeitung, 18 janvier 85).

En clair : des négociations sur

l'abandon de Kaiseraugst et le montant des indemnités ne seront ouvertes que lorsqu'il sera établi qu'on ne peut pas construire cette centrale! Les décisions de la commission du National ne peuvent être comprises que comme une provocation contre le mouvement nucléaire: "Kaiseraugst doit être construit"!

Le temps d'agir

Deux à trois ans vont encore passer jusqu'à un éventuel jour J où commencerait la construction. Le temps de moderniser le projet, d'obtenir l'autorisation de construction nucléaire. Le mouvement anti-nucléaire doit mettre ce temps à profit pour accroître sa pression et assurer que le rapport de force ne se dégrade pas. La situation bloquée où on se trouve actuellement signifie avant tout que le mouvement ne peut déterminer le cours des événements par sa seule action; il n'a pas d'objectif d'action immédiat. Son intervention peut maintenir la pression, réagir à chaque pas du lobby nucléaire et préparer la défense en vue d'un éventuel jour J. Il faut repousser au maximum le début de la construction, car chaque nouveau report est un pas vers l'abandon définitif de Kaiseraugst et de tout le programme nucléaire.

Par quels moyens?

Le Conseil national doit décider au printemps de l'autorisation générale de construction. La manifestation annoncée "le samedi d'après" sur le terrain de la centrale ne doit pas seulement être massive mais, si possible, préparée par des actions dans différentes villes dès "le lendemain". On pourrait étendre la manifestation par une occupation d'avertissement du chantier.

En avril, ce sera le dixième anniversaire déjà de l'occupation de Kaiseraugst. Dix ans de blocage de la construction, ça se fête! A fin décembre enfin, la CEDRA devra remettre son projet d'entreposage "définitif" des déchets nucléaires. On sait déjà combien ce "définitif" est aléatoire et risqué. La CEDRA ne livrera qu'un projet trompeur : certaines questions ne peuvent être résolues (si elles le peuvent) que sur

Symposium sur Kaiseraugst

A Rheinfelden, le 9 février 1985.

Sur proposition du PSO, ce symposium se tient au sujet d'une nouvelle initiative mais aussi des moyens d'actions du mouvement. Les opposants, radicaux et modérés, aux centrales y sont invités pour définir le cadre de futures actions communes. Pour informations: Symposium Kaiseraugst, case postale 123, 4310 Rheinfelden. Ne manquez pas cette échéance!

des décennies. Il faut dès maintenant commencer à dénoncer cette prétendue "solution".

Enfin, une nouvelle initiative est en projet. Ce lancement doit être porté par l'ensemble du mouvement pour compléter son action. Une nouvelle initiative peut être un nouveau grain de sable dans les rouages du lobby nucléaire et légitimer l'action directe pour empêcher la construction de Kaiseraugst. Cette légitimité sera nécessaire si la bourgeoisie veut recourir à l'armée pour imposer la construction. Une fois toutes les autorisations acceptées, il faudra le soutien de très larges secteurs de la population, plus larges qu'en 1975, pour empêcher Kaiseraugst. Dès aujourd'hui — et non après coup comme en 1975 — il faut préparer le soutien de dizaines de milliers de gens à ceux qui occuperont éventuellement le chantier. C'est la condition pour éviter des défaites comme à Brokdorf (RFA) ou Startbahn-West (aéroport de Francfort).

Une initiative n'est pas l'unique moyen pour reporter la construction et légitimer l'action directe du mouvement. Mais elle est un maillon de plus à la chaîne qu'il faut renforcer pour empêcher Kaiseraugst. Quant au débat préparatoire sur les actions à entreprendre le jour J, il faut y gagner dès maintenant les syndicats. Les syndicalistes anti-nucléaires doivent discuter des moyens de mobiliser leurs organisations contre les centrales.

Erwin Maurer

Débat dans la gauche tessinoise :

PS-PSA: MÊME COMBAT?

Sous le slogan: "Il n'y a pas de place au Tessin pour deux partis socialistes", les dirigeants socialistes tessinois — en particulier Dario Robbiani, chef du groupe parlementaire fédéral — ont pris l'initiative, l'été dernier, d'une campagne en direction du Parti socialiste autonome (PSA) en vue d'une possible réunification ou, pour le moins, d'un rapprochement électoral. Que ce retour du PSA dans le giron social-démocrate soit une perspective réaliste, cela ne dépend pas d'une évolution à gauche du PS, mais bien plutôt d'une dérive à droite du PSA. L'article qui suit tente d'expliquer les raisons de ce débat de réunification.

Le PSA est né d'une scission du PS tessinois à la fin des années soixante. Ce nouveau parti se définissait comme: "anti-capitaliste, d'opposition et révolutionnaire; se situant de façon indépendante dans le mouvement communiste". Au cours des années septante, le PSA est devenu une force importante au sein de la gauche tessinoise. S'appuyant sur la radicalisation de la jeunesse d'après mai 68 et sur l'influence des organisations d'extrême gauche en Italie, le PSA était le seul parti de gauche qui

apparaissait comme une alternative à la vieille social-démocratie et au stalinisme du PdT. Cependant, ceci ne l'empêchait pas de maintenir ses élus dans des exécutifs communaux alors qu'au même moment il prônait la rupture de la collaboration gouvernementale au niveau du Conseil d'Etat.

La lutte pour des réformes

Les positions programmatiques du PSA n'ont jamais été très nettes. Lors du débat congressuel de 1973, le document de la tendance qui

donnera naissance à la LMR (ancien nom du PSO), le caractérisait comme un parti centriste, c'est-à-dire ni réformiste, ni révolutionnaire. Néanmoins, la balance penchera de plus en plus en faveur du premier terme.

Avec la crise qui agite toute l'extrême gauche européenne, le PSA abandonnera toutes références à une stratégie de rupture pour adopter les choix politiques chers au Parti communiste italien, à savoir: la célèbre troisième voie au socialisme ou, plus prosaïquement, la lutte pour les réformes. Dans le dernier document du PSA, "Pour le renouvellement et l'unité des socialistes", l'abandon définitif du marxisme est pleinement consacré. La lutte des classes et même la construction d'un pôle alternatif à la social-démocratie disparaissent totalement.

Mais ce débat a également des racines très terre à terre. La bataille menée l'année dernière par le PSA



Dario Robbiani (deuxième depuis la gauche), chef du groupe parlementaire socialiste aux Chambres

pour entrer, à la place des socialistes, au Conseil d'Etat — bataille perdue pour seulement 326 listes —, l'isolement cantonal, la pression à l'intégration, très forte dans un canton périphérique, tout cela a poussé le PSA dans les bras de la social-démocratie.

Un débat pas encore clos

L'habileté des socialistes tessinois a été de mettre le PSA le dos au mur en l'obligeant à se déterminer face à la social-démocratie. Ainsi le document du PSA déjà cité reconnaît que toute discussion sur une stratégie de changement doit prendre en compte l'existence du PSS et, dans la même foulée, rejette la perspective dite du pôle alternatif. Même si Carobbio et Martinelli, les principaux dirigeants du PSA, ne parlent pas de retour au bercail et préconisent, pour reprendre l'expression de Martinelli, "la construction d'une troisième maison", ce

débat suscite, auprès des militants du parti, des réactions très diverses. Il y a les partisans du retour au sein du PS car "la social-démocratie a été la seule qui a compris la valeur de la démocratie politique" (document du PSA). Il y a ceux qui sont contre; non pour des raisons politiques, mais parce qu'il s'agirait de retourner dans un parti qu'ils ont quitté il y a 15 ans. Et il y a enfin un certain nombre de militants qui refusent et la fusion, et la reconnaissance du réformisme. Ceux-ci restent convaincus de la nécessité d'une stratégie de résistance contre la droite et sa politique d'austérité.

Toute cette discussion concerne l'ensemble de la gauche. L'aboutissement éventuel de ce processus de réunification aura des conséquences sur le mouvement ouvrier tessinois et suisse. La section tessinoise du PSO est parti prenante de ce débat. Elle rendra public prochainement une contribution.

Franco Primavera

Nouvelle-Calédonie :

"Si vous touchez aux intérêts français, vous me trouverez en face", déclara, pour une fois avec franchise, François Mitterrand aux dirigeants indépendantistes kanaks (Le Monde, du 26 janvier 85). Concocté dans les plus hautes sphères du pouvoir, le plan Pisani "d'indépendance-association" suit fidèlement cette attitude présidentielle. Le document préparé par ce haut commissaire "socialiste" et ancien ministre gaulliste reconnaît, il est vrai, un droit à l'indépendance pour le peuple kanak, mais c'est pour le vider aussitôt de toute substance. La Nouvelle-Calédonie indépendante ne pourrait de fait pas choisir son régime économique et encore moins jouir de souveraineté puisque "la République française se verra confier la pleine responsabilité de la défense du nouvel Etat et de la sécurité publique du territoire." (Cité par Rouge, No 1142 du 10 janvier 85). La capitale du pays, Nouméa — où se concentrent à la fois les colons européens et les activités économiques — jouirait d'un statut spécial, dans le genre de celui de Hong-Kong. Bref, à tous points de vue, Jean-Marie Tjibaou, le dirigeant du Front de libération nationale kanake et socialiste (FLNKS), a raison de dire "(...) le plan Pisani, c'est la France qui donne des garanties, qui propose de préparer l'indépendance en garantissant ses propres intérêts." (Le Monde, 25 janvier 85).

Pour que rien ne change vraiment

Sur le fond donc, la politique de Mitterrand-Fabius-Pisani n'a pas de quoi effrayer la bourgeoisie française. D'où vient alors le cirque insensé déclenché par la droite à propos de la Nouvelle-Calédonie? Laissons de côté les sympathisants et les membres du Front national, dont les cervelles ne cessent de ressasser maladivement la "perte" de l'Algérie française. Ils s'imaginent pouvoir lancer la reconquête occidentale et chrétienne à partir de Nouméa et servent en attendant de supplétifs aux forces de répression (un flic, gendarme ou soldat pour 12 kanaks ; ça doit être ça, le "socialisme"...). Mais la droite "responsable", celle des conseils d'administration, de l'état-major et de la finance? Certes, elle s'est livrée, à la tribune parlementaire comme dans la presse, à une écœurante campagne coloniale et raciste. Protestant contre la présence "intolérable" de J.-M. Tjibaou dans les tribunes de l'Assemblée nationale, le chiraquien Labbé (RPR) décrète qu'il est passible de "la détention criminelle à perpétuité". Un jour auparavant, Dominique Jamet, dans le "Quotidien de Paris", parlant du chef indépendantiste, avait, en toute innocence bien sûr, rappelé que : "Du temps de Clémenceau, six balles auraient suffi pour ce demi-prêtre" (cité par Le Monde du 25 janvier 85). Tout cela, faut-il le rappeler, après l'assassinat d'Eloi Machoro et de Marcel Nonnaro par les tueurs du GIGN (troupe "antiterroriste" de la Gendarmerie nationale)...

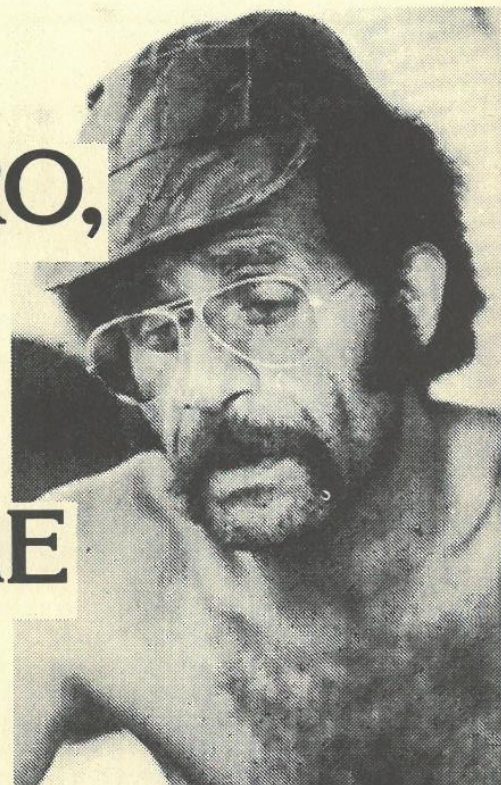
Cette surenchère verbale — destinée à la fois à marquer des points contre les socialistes et à rassurer la clientèle électorale locale de la droite en Nouvelle-Calédonie — ne saurait toutefois tenir lieu de stratégie. Déjà Raymond Barre, ancien premier ministre, estime qu'il est temps d'être "plus responsable". Jamais la réaction ne soutiendra publiquement Mitterrand, mais en privé elle sait bien que les mânes de Charles de Gaulle donnent encore de la voix à l'Elysée.

Ce n'est pas de là que viendra une authentique indépendance "kanake et socialiste", mais bien du combat des anti-colonialistes en France et en Nouvelle-Calédonie. Un combat qui est aussi le nôtre.

Eric Peter

(Voir en page 2 la résolution de solidarité au FLNKS votée par la Conférence nationale du PSO).

ELOI MACHORO, VICTIME DU COLONIALISME FRANÇAIS



Eloi Machoro

Eloi Machoro, secrétaire général de l'Union calédonienne — la plus grosse des organisations indépendantistes regroupées dans le Front de libération nationale kanake socialiste (FLNKS) créée en septembre 1984 — et ministre de la Sécurité du gouvernement du FLNKS, et Marcel Nonnaro, dirigeant du FLNKS de Canala, ont été assassinés par les forces coloniales françaises, le samedi 12 janvier au matin, au terme d'une opération militaire d'envergure et d'un siège qui dura toute une nuit. La presse et le pouvoir ont, pendant de longues semaines, tout fait pour criminaliser les combattants du FLNKS et tout particulièrement Eloi Machoro, qu'ils ont présenté comme un chef militaire sanguinaire. Eloi Machoro était tout au contraire l'exemple typique d'une nouvelle génération de militants politiques nationalistes kanaks. Nous publions ci-après l'interview qu'Eloi Machoro avait accordé à l'envoyé spécial de Rouge, hebdomadaire de nos camarades français, le 6 décembre dernier.

Rouge : Quelle a été l'attitude du FLNKS par rapport à la population européenne de Thio¹, lors de l'occupation de la ville?

E. Machoro : Nous avons demandé une rencontre avec les Européens de la commune pour leur expliquer le sens de notre action. Malheureusement, ils ont eu peur et seulement une dizaine d'entre eux se sont rendus à notre réunion. Nous leur avons expliqué le sens général de notre action en leur précisant qu'il y avait un objectif spécifique à la commune : que la gestion communale soit faite par des gens qui veulent travailler ensemble pour le bien de tous et non pour leurs besoins personnels, comme c'est le cas avec le maire actuel Roger Galliot².

C'est lui qui fait obstacle à la discussion entre les gens. Tout le monde connaît son appartenance à l'extrême droite. Il regroupe une demi-douzaine de "durs de durs", dont nous avons donné la liste aux habitants non Kanaks de Thio. Nous leur avons précisé que leur tranquillité dépendrait aussi de leur comportement et des relations qu'ils entretiendraient avec les Kanaks.

Nous avons aussi demandé aux gendarmes de Thio de ne pas sortir de leur cantonnement, en leur promettant que tout se passerait dans l'ordre. Nous nous sommes donc organisés pour protéger les secteurs dont nous avions la responsabilité.

* Pour en venir aux négociations qui vont s'engager avec le représentant du gouvernement français, Edgard Pisani, il se pourrait que l'on vous propose d'accepter un référendum sur l'avenir du territoire avec la participation au vote des Européens et immigrés installés depuis, par exemple, plus de six ans ou plus de dix ans en Nouvelle-Calédonie. Qu'en pensez-vous?

— Une telle proposition du gouvernement français serait mauvaise, car pourquoi dix ans et pourquoi pas les "victimes de l'histoire", comme nous avons qualifié les Euro-

péens caldoches nés de père ou de mère eux-mêmes nés en Nouvelle-Calédonie. Et, si l'on continue, pourquoi pas les Kanaks seulement. En fait, le problème du gouvernement, c'est qu'il ne veut pas prendre position. Il ne veut pas adopter notre point de vue pour ne pas être taxé de suivisme vis-à-vis du FLNKS. Or, soit le gouvernement choisit la Constitution française, soit il choisit de faire une politique de décolonisation en faveur du peuple kanak.

Dans toutes les propositions que nous avons faites, nous avons toujours réclamé une réforme du corps électoral, pour faire en sorte que ce soient les véritables habitants du territoire qui décident de son avenir, et c'est en ce sens que nous avons parlé des Kanaks et des "victimes de l'histoire". Cette proposition a été rejetée par l'Assemblée nationale comme anticonstitutionnelle. A l'heure actuelle, nous nous battons pour le droit à l'autodétermination du seul peuple kanak et nous avons une raison de le faire : c'est que l'article 75 de la Constitution française reconnaît la spécificité du peuple kanak en lui attribuant un statut particulier. C'est au gouvernement de choisir. Nous, nous faisons notre possible sur le terrain pour faire pencher la balance de notre côté.

Pour aborder la discussion avec Pisani, nous avons fait beaucoup de concessions, comme celle de relâcher le sous-préfet de Lifou, de lever les barrages routiers et, en contrepartie de quoi, on continue toujours à nous tuer, comme à Hienghène. Dans les incidents qui sont arrivés, coups de fusil et autres, les Kanaks n'ont jamais été à l'initiative. A chaque fois qu'ils ont tiré — et c'est le cas dans la mort de Mézières ou à Saint-Louis près de Nouméa — les Kanaks l'ont toujours fait pour se défendre. A Thio, nous nous sommes emparés de la commune sans tirer un seul coup de feu contre un Européen.

Le gouvernement socialiste fait

ici une politique de droite, parce que c'est la droite qui aide le gouvernement à maintenir le territoire sous la dépendance de la France. Le gouvernement français ne veut pas lâcher la Nouvelle-Calédonie à cause de sa position stratégique et de ses richesses. Cette volonté ne peut avoir ici qu'un seul soutien, celui de la droite coloniale. La décolonisation est donc toujours à effectuer et elle n'a pas encore débuté. Pour les Kanaks, la situation coloniale n'a pas changé.

* On parle beaucoup du soutien de la Lybie et des appétits de l'Australie sur la Nouvelle-Calédonie.

— L'Australie comme la Nouvelle-Zélande, sont des pièces maîtresses du Forum des pays du Pacifique. Ce sont aussi deux satellites des Etats-Unis. Or, il y a le problème de l'impérialisme et du contrôle du Pacifique. C'est pour cela qu'au fil des années, on a vu s'infléchir la position de l'Australie et des pays du Forum du Pacifique. Au tout début, ils étaient très favorables à l'indépendance, parce qu'ils avaient des visées. Ils voulaient, avec le peuple kanak, faire partir la France d'ici et avoir le contrôle du Pacifique. Mais, au fur et à mesure que nos revendications se sont précisées, ils ont eu peur de faire partir du Pacifique une puissance comme la France. Nous pensons que c'est cette peur qui fait qu'ils soutiennent aujourd'hui la politique de la France. D'autre part, nous sommes ici un peuple indigène, et cela risque de provoquer des réactions dans leur propre peuple indigène. Aussi, la dernière position du Forum du Pacifique a été de soutenir le statut Lemoine que nous avons rejeté.

On a longtemps frappé à la porte de la France pour lui demander de nous aider à décoloniser notre pays. On nous a répondu par un texte (le projet Lemoine, la réd.) qui veut la destruction du peuple kanak. On a demandé aux pays du Forum du Pacifique de soutenir aussi notre lutte. Ils ont plutôt soutenu la politique du gouvernement français. On est obligés de chercher de l'aide ailleurs. Et on va chercher l'aide partout où il y en a.

Propos recueillis par Vincent Kermel

1. La ville minière de Thio, seule commune de la côte Est encore administrée par un Européen, est restée sous le contrôle du FLNKS pendant trois semaines. Cette action, dirigée par Eloi Machoro, s'est achevée le 10 décembre.

2. Maire de Thio, membre du Parti national calédonien d'extrême droite.

Angleterre :

L'ALTERNATIVE DES MINEURS BRITANNIQUES

Cela fait maintenant dix mois que l'état-major de la bourgeoisie britannique a déclaré la guerre aux mineurs. 20 000 policiers sous les armes, emprisonnements arbitraires, violence institutionnalisée... tel est le prix politique payé pour écraser "l'ennemi intérieur". Au plan économique, cette guerre d'usure a déjà coûté l'équivalent de 40 ans de subventions publiques aux charbonnages.

Autour du champ de bataille, le combat idéologique fait rage : d'après les médias britanniques, les mineurs voudraient transformer le Royaume-Uni en musée. Il faudrait, au contraire, mobiliser l'énergie de la nation pour moderniser et assouplir les structures économiques et sociales du pays. C'est une véritable offensive au nom de l'intérêt général contre le vieux démon corporatiste des mineurs. Qu'en est-il en réalité ?

En 1947, 700 000 mineurs produisaient 200 millions de tonnes de charbon. En 1983, ils étaient 180 000 à en produire 105 millions de tonnes. Cette politique de démantèlement associée à des gains de productivité considérables a été menée à bien par un grignotage systématique des positions acquises. Mine après mine, la direction des charbonnages nationalisés (NCB) a imposé la fermeture tout en promettant que ce serait la dernière.

Les mineurs disent non

C'est pour mettre fin à ce petit jeu que les mineurs ont élu à la tête de leur syndicat une direction de lutte de classe, qui a déclaré que dorénavant il n'y aurait plus une seule fermeture. Scargill, le nouveau dirigeant du syndicat, a dénoncé les plans secrets de fermeture à long terme, notamment le plan de fermer 70 mines et de supprimer 70 000 emplois d'ici fin 86. Il a mis à nu les véritables raisons pour lesquelles on décrète chaque année des mines "non-économiques". Ces raisons sont :

- * le sous-investissement délibéré, décidé en secret par le NCB et les gouvernements successifs;
- * le plan à long terme d'augmenter la part du nucléaire dans la production d'électricité (de 12% aujourd'hui à 30% à la fin des années 80);
- * le plan de 1982 de la CEE pour augmenter la part du charbon importé dans la consommation totale (de 23% en 1980 à 45% en 2000).

Ce plan est taillé sur mesure pour les grandes multinationales qui se sont reconverties au charbon depuis la crise du pétrole, en achetant des réserves énormes en Colombie, au Mexique, en Afrique du Sud. Ces mêmes multinationales seront candidates à la reprise de quelques "super-mines" anglaises après leur dénationalisation. Comme on le voit, les fermetures ne découlent pas de "lois économiques" mais de choix politiques.

L'alternative des mineurs

Quand ils se sont vus démasqués de la sorte, Thatcher et le NCB ont essayé de couper net l'opposition des mineurs. Contrairement à son habitude, Mc Gregor, président du NCB, a dévoilé ses plans pour 84 : 20 fermetures, 20 000 emplois en moins. Cette annonce a provoqué la grève des mineurs en mars dernier, malgré le moment peu favorable (le printemps).

Depuis les années cinquante, les gouvernements travaillistes s'entendaient généralement avec le syndicat des mineurs sur un "plan charbon". Thatcher a rompu cette "politique de concertation" pour une attaque frontale afin d'accélérer la destruction du secteur.

Le NUM (syndicat des mineurs) a changé de cap également, proposant maintenant un plan radical :

- * investissement massif dans les puits existants et (ré)ouverture de 30 à 40 mines, afin de produire 200 millions de tonnes en 1985 déjà;

- * arrêt du programme nucléaire;
- * priorité du charbon sur le pétrole. Au rythme de 200 millions de tonnes par an, la Grande-Bretagne a des réserves de charbon pour 300 ans; les réserves de pétrole dans la Mer du Nord seront épuisées dans 30 ans, et l'électricité à base de pétrole coûte 30 o/o plus cher.

* de nouvelles voies d'utilisation du charbon : actuellement 65% de l'énergie du charbon dans les centrales électriques part en chaleur; le NUM propose d'utiliser cette chaleur pour le chauffage urbain. Chaque hiver, des milliers de personnes âgées meurent de froid en Grande-Bretagne...;

* augmentation des primes et des salaires des mineurs, semaine de 4 jours; les nouvelles technologies doivent permettre de maintenir la production en travaillant moins d'heures et non d'allonger les files de pointage.

Volonté politique

L'expérience des 40 dernières années prouve que l'application de ce plan anticapitaliste repose sur deux conditions :

1. la victoire totale de la grève, empêchant désormais les patrons de fermer les mines une par une;
2. remplacer Thatcher par "un gouvernement aussi loyal à notre classe que Thatcher est loyal à la sienne" (selon la formule d'Arthur Scargill).

Un tel gouvernement pourrait trouver des marchés nouveaux pour le charbon, en changeant de fond en comble les relations commerciales impérialistes que la Grande-Bretagne entretient avec les pays du tiers monde. Il pourrait sortir le pays de la CEE, et échapper ainsi à ses diktats.

Le débat autour de l'alternative du NUM le montre clairement : il est possible de sortir de la logique capitaliste du profit, et d'y substituer une autre logique, plus avantageuse pour la société : la logique socialiste basée sur la satisfaction des besoins sociaux. C'est une question de volonté politique.

J.B.

* ENTRETIEN AVEC S. STAPLETON ET M. COULSON DU COMITÉ FEMMES CONTRE LA FERMETURE DES PUIITS *

«Nous sommes fières d'être des femmes»

Sheena Stapleton et Margaret Coulson ont été déléguées par les mineurs de Upton pour témoigner de la lutte qu'ils et elles mènent. Elles sont toutes deux actives dans le groupe de femmes. Aujourd'hui, tout le monde sait que la grève aurait cessé depuis longtemps si les femmes ne s'étaient pas organisées pour assurer la survie matérielle de leurs communautés. Nous avons demandé plus de précisions aux deux représentantes de Upton qui ont participé, au mois de décembre dernier, à une tournée de solidarité en Suisse.

La Brèche : Quelles sont vos activités quotidiennes ?

Margaret : Chaque jour, 15 à 20 femmes confectionnent plus de 200 repas. Nous préparons aussi des paquets de nourriture pour les célibataires (ces derniers ne touchant pas d'allocations familiales dépendent totalement de la communauté pour se nourrir, la réd.). Nous organisons des meetings et des manifestations pour récolter de l'argent et des vêtements.

— Comment avez-vous commencé à vous organiser ?

Sheena : Nous avons été guidées par la situation désespérée dans laquelle nous nous trouvions. Nous avons appelé toutes les femmes du village à un rassemblement d'urgence. Aucune d'entre nous n'avait connu une expérience collective auparavant. Au début, seules quelques femmes étaient présentes; maintenant presque toutes participent, qu'elles soient ménagères, salariées ou chômeuses. Nous avons compris qu'il fallait nous unir pour briser la frontière qui nous séparait des hommes et que nous ne pouvions pas continuer à accumuler les difficultés chacune dans notre coin. Maintenant, nous pouvons en discuter dans le groupe et trouver des solutions communautaires.

— Comment vous coordonnez-vous avec les autres groupes de femmes ?

Sheena : Les villages sont très proches, alors nous nous rencontrons facilement, sans qu'il y ait une structure formelle. Nous discutons autour d'une tasse de thé. Partout les femmes ont eu l'idée de s'organiser pour soutenir les grévistes.

— Et quelles relations avez-vous

avec les autres groupes du mouvement femmes ?

Margaret : Je sais que des femmes de Greenham Common¹ ont rencontré des femmes de mineurs. A part cela,...

Ce qui est important, c'est que des femmes se battent : certaines luttent contre les menaces de guerre. Nous, nous sommes venues ici témoigner de la grève que nous menons... Nous représentons toutes la même lutte : celle des femmes. Nous devons toutes nous battre pour que notre représentativité soit reconnue, pour que nous soyons déléguées partout... C'est comme cela que nous allons essayer nos idées!

— Comment les hommes ont-ils réagi ?

Sheena : Ils ont compris qu'il en allait de leur survie et du succès de la grève. La nuit, ils sont aux piquets de grève. Le jour, nous organisons la vie de la communauté, nous préparons les repas collectifs, nous nous rendons à des meetings... Ils ont donc dû apprendre à s'occuper des enfants et du ménage. Ils le font très bien et disent que c'est un travail qui leur plaît. Les rôles ont été complètement inversés, ce qui n'est pas si extraordinaire que cela si on part du principe que nous sommes tous égaux!

Margaret : J'aimerais encore dire que pour nous, les femmes, rien ne sera plus comme avant et surtout : que feraient les hommes sans les femmes ?

Propos recueillis par Ariane

1. Greenham Common : base de stationnement de missiles dont le pourtour est occupé par des militantes pacifistes depuis plus de deux ans.



Piquet de grève à Kiveton

Vous pouvez envoyer des colis de vêtements ou des dons en argent aux deux adresses suivantes :
 Sheena Stapleton, 27 Bell street, UPTON, NR Pontefract, West Yorkshire, WFQ-ILD (Grande-Bretagne)
 Margaret Coulson, 37 Barnsdale Way, UPTON, WR Pontefract, West Yorkshire, WFQ-ILS (Grande-Bretagne)

«HÔTEL VENUS», une affirmation nouvelle

Parfois, certains livres surprennent. Un auteur publie un nouvel ouvrage. On s'attend à une continuité de style et de thèmes. Puis, quelque chose de neuf vient troubler l'attente. C'est le cas du dernier livre d'Anne Cuneo : *Hôtel Venus*.

Hôtel Venus rompt avec un climat ambiant fort morose, marqué par la chevauchée réactionnaire des Thatcher et autres Reagan. Nombreux sont les in-

tellectuels à tourner le dos aux enthousiasmes antérieurs pour se draper frileusement dans le linceul des "valeurs occidentales". En particulier, combien

sont ceux qui, à l'heure d'une détresse inégalée dans les pays dominés du tiers monde, décrivent la mauvaise conscience de "l'homme blanc" devant la misère et la faim. Un Arrabal démolit la révolution cubaine, comparant Fidel Castro au Général Franco ! Tandis qu'un Pascal Bruckner se charge, dans son livre *le sanglot de l'homme blanc*, de faire leur fête aux tiers mondistes. Comme quoi, la solidarité internationaliste est passée de mode, du moins chez ceux qui font les avantures des librairies. De ce point de vue, *Hôtel Venus* est un cri contre la mode. Il parle d'amour, de passion, du rêve et de la révolution, cubaine avant tout, dans un style neuf, à la langue forte et belle. Un style qui a de nombreuses attaches avec le "réalisme merveilleux" propre à de nombreux auteurs latino-américains contemporains : Gabriel Garcia Marquez, Jorge Amado, Ernesto Sabato. Un réalisme qui mélange les mythes, les visions fulgurantes, les ombres cachées de l'individu et le dur vécu des opprimés latino-américains.

"Pasageros en transito, cambio de avion para soñar"

Voyageurs en transit, changez d'avion pour rêver ! Ce vers de Nicolas Guillen traverse le livre comme un fil rouge. Car le voyage permet ni d'échapper, ni surtout de transformer une réalité oppressante. Déjà Paul Nizan, dans *Aden Arabie*, dénonçait l'illusoire échappatoire du voyage en Orient. Voyager ce n'est pas agir. En transit, on peut rêver et repartir, sans s'engager.

Au départ, donc, du voyage à Cuba il y a une constatation : "Sais-tu que dans le pays où je vis le Parti socialiste a supprimé la lutte des classes de son programme ? Et que dans mon syndicat, au lieu de s'appeler camarades, on ne se dit plus que collègue ?". Deux années mouvementées viennent de s'écouler à Zurich, ville d'adoption de l'auteur. Les vitrines de la Bahnhofstrasse ont volé en éclats, des centaines de jeunes

se sont fait embastiller, la bonne société a tremblé. Malheureusement : "Zürich bouge. Zürich brûle. Mais Zürich tient bon, assise sur son or". Zürich, une ville au paysage malade : "... les cheminées, le chaos, les chantiers béants des autoroutes, les villas côtoyant les usines, les locatifs collés aux viaducs". Pourtant, "il va falloir faire vite pour que ça n'empire pas. Socialisme ou barbarie, ça ne peut pas durer... Mais ça a duré. Ça dure". C'est le problème.

Zürich - Cuba

Zürich-Cuba et retour, du mouvement jeune au Che de 1959. Voilà l'itinéraire de la passagère en transit qui loge à l'hôtel Venus avec son amant. Ensemble ils cherchent un monde nouveau "... un monde où tu m'aimeras comme l'éclat rouge du sang et des bannières je t'aime comme l'eau de la mer comme le combat de chaque jour comme le peuple le diamant de l'idée et la pulpe du fruit et la grenade regorge le rouge de nos rencontres dans le bruissement de cette révolution, la leur, la nôtre aussi".

Mais il faut bien durer et résister : "la vie - vite cet appel gribouillé un peu partout sur les murs du pays où je vis passe pour une plaisanterie l'impatience est soeur de la patience vous pensez que le temps use mais les idées ne sont pas des chaussures on ne les tue pas..."

Hôtel Venus est donc bien une tentative, un premier cri d'espoir à l'heure du "no future" pour laquelle la révolte est une flamme courte et violente, sans projection dans l'avenir. Or, pour pouvoir atteindre l'avenir : "les premiers temps tout ça va de soi, mais après, on ne répète jamais les choses - il faut durer".

Donc, l'espoir est la vie : "Viens camarade accouchons-nous, débarrassons-nous de nos cuirasses comme on se débarrasse d'une photo électorale, comme Neptune s'est débarrassé de ses bordels comme nous nous débarrasserons des gnomes et de leurs monceaux d'or - nous ou les suivants mais ils disparaîtront, ça c'est sûr et

leurs crédits géants pour police et armée ne leur servent à rien".

A quand une suite ?

Pourquoi faut-il passer par Cuba pour crier l'espoir ? Fallait-il se lancer à l'eau, sachant que la critique — elle — saurait bien se moquer du "romantisme révolutionnaire" ? Je pense que oui.

Regardez l'évolution d'un Alain Tanner qui a su poser un regard si froidement lucide sur la réalité helvétique, jusqu'à son dernier film vivant : *Retour d'Afrique*. Son évolution témoigne de la sécheresse de l'inspiration que provoque ce pays aux portes closes à la souffrance et à la misère. L'assèchement est l'expression également de la perte de toute perspective de changement d'ensemble de la société. Le résultat est là. Tanner préfère maintenant s'abandonner dans les blancheurs de Lisbonne ou, encore, jouer au malheureux Icare. Anne Cuneo préfère, elle, une trajectoire non pas inverse mais contradictoire. La difficulté de la démarche — chercher la perspective dans un transit à Cuba — se ressent dans *Hôtel Venus*. On a presque le sentiment que Cuba est la mise en scène, le détour nécessaire mais forcément oblique pour pouvoir crier l'espoir, sans faux-fuyants ni artifice. Le mouvement jeune zurichois a été trop bref et incohérent pour fournir une trame consistante. Le transit par Cuba est donc également un voyage entre une première étincelle de révolte qui s'est éteinte et la flamme de demain. Dans ce sens, *Hôtel Venus* ne peut qu'être un livre inachevé. Qui témoigne du caractère inachevé et transitoire de toute une génération de révolutionnaires européens.

A. Meylan

Hôtel Venus, d'Anne Cuneo
Edition Pierre Marcel Favre,
Lausanne, 1984.



Le "Che" : la victoire toujours

ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-MÊMES !

Exposition-vente d'œuvres d'artistes latino-américains Nuestra America.

L'Action de carême, Pain pour le prochain et l'Entraide protestante, en collaboration avec des organisations de défense des droits de l'homme, organisent une exposition-vente d'œuvres d'art latino-américaines "Nuestra America", au bénéfice des prisonniers politiques d'Amérique latine par le canal de Paz y Justicia et de Amnesty International. Cette exposition sera à : Fribourg, hall d'honneur de l'Université, du 29 janvier au 10 février et à Bienne, Galerie du Foyer, du 11 au 17 février. Cette exposition ira ensuite dans d'autres villes de Suisse romande.

GENÈVE

Centre Marignac, Salle "La Plage", Grand-Lancy jusqu'au 7 févr., de 14 à 18h : exposition Affiches chinoises du Nouvel-An.

Au Septième de Saint-Gervais, 5, rue du Temple du 5 au 9 févr., 20h30 et du 10 au 16 févr., 18h30 : La prose du Transsibérien, de Blaise Cendrars, par Jacques Probst (relâche lundi).

Théâtre de Saint-Gervais, MJC, 5, rue du Temple du 12 au 16 févr., 20h30 : Cendrars, par le

Théâtre Populaire Romand, co-production Théâtre Pluriel et Théâtre de Saint-Gervais.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes

à 21h. ve 9, sa 9 févr. : Jacques Demierre, du me 13 au di 17 : festival résonances (ethno) Musiciens d'ici - Musiques d'ailleurs. Org. : AMR.

LA CHAUX-DE-FONDS

Beau-Site

ve 15 févr., 20h30 : Le Théâtre Populaire Romand présente : Hamed Bouzzine dira des Contes touaregs, un spectacle produit par l'Association de l'Autre Côté.

YVERDON

L'Echandole, Château d'Yverdon

je 7 févr., 20h30 : Le Théâtre de la Poudrière de Neuchâtel présente *Mystère de Joseph Noon*, un spectacle pour adultes avec marionnettes et acteurs. Fr. 12.-, ét., appr. Fr. 8.-, tél. (024) 21 47 74. Echandole Ciné-Club. ve 8 févr., 21h : *Missing* (Porté disparu), de Costa-Gavras.

LAUSANNE et VAUD

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES

ve 8, sa 9 févr., 20h30, sa aussi à 16h : Les trois

âges et *Sherlock Junior*, de Buster Keaton (USA, 1923-1924). ve 15, sa 16, 20h30, sa aussi à 16h : *Amadeus*, de Milos Forman (GB, 1984).

Théâtre de Beaulieu

me 13 févr., 20h30 : Leonard Cohen.

Cinéma de Montbenon

La Cinéma de Montbenon continue jusqu'au 16 février son programme — passionnant — de films polonais récents et de films polonais de 1948 à 1973.

Et sur vos écrans, courez voir (ou allez-y doucement s'il neige) : *Le pays où rêvent les fourmis vertes* (Where the green ants dream), de Werner Herzog et *Kaos, Contes siciliens*, de Paolo et Vittorio Taviani.

Si tout cela ne vous contente pas et que vous trouviez ce début 1985 morose, allez voir la production des disques Plainisphère. Du jazz (BBFC, Lindemann — Santa Maria, John Tchical Orchestra...) par exemple vous égayera un peu et si vous voulez du soleil, écoutez *Kinshasa*, par Kawende et ses copains, enregistré à Kinshasa le 21 juillet 1984, disque Plainisphère Z 1 (1267 Vich). Kawende et ses copains vous donneront du soleil.

Ella Dusoleil

l'événement

Sur les traces du "Pilatus PC-7"

Une visite à l'armée de l'air du Guatemala



Département militaire fédéral : "Nous avons pu constater que, pour différentes raisons, ces avions ne pouvaient pas emporter des armes, aussi bien du point de vue de leur charge utile que du renforcement des ailes".

Le fait est prouvé depuis l'été dernier : les avions Pilatus PC-7, construits à Stans par Bübrle-Oerlikon, ne sont pas, comme le prétendent les autorités suisses, du matériel civil mais un avion pour l'intervention militaire¹. Roger de Diesbach et Ariel Herbez ont publié en effet, dans *Le Matin* du 26 juillet 1984, le prospectus édité par Pilatus présentant les armements dont peut être équipé le PC-7 (dans une entreprise belge), notamment des armements produits par Bübrle. Pris au piège, Bübrle et le Conseil fédéral doivent se justifier. Ce dernier doit prochainement fournir son rapport. Jean-Pascal Delamuraz, chef du Département militaire, semble pourtant vouloir rester intransigent et maintenir — comme Chevallaz avant lui (voir ses déclarations ci-contre) — que le PC-7 est un avion civil. La *Wochenzeitung* du 11 janvier 1985 publie le reportage du correspondant en Amérique centrale Leo Gabriel, envoyé par la télévision suisse, qui a suivi au Guatemala l'utilisation des "Pilatus". En voici de larges extraits.

A l'aéroport militaire de Guatemala-City, je discute avec le colonel Rosales, un personnage avenant, ancien pilote des *Fuerza Aera Guatemalteca* (armée de l'air du Guatemala) devenu le plus haut responsable de presse des forces armées et qui s'acquitte de son nouveau job avec précaution. Il me dit en passant qu'il existe plus de cent pistes d'atterrissage au Guatemala, "la plupart servent naturellement des objectifs civils dans les domaines des haciendas", s'empresse-t-il d'ajouter. Nous arrivons devant un mur couvert de sigles d'unités d'aviation étrangères. Au centre brille la plaquette d'une entreprise civile. Celle des *Ateliers Pilatus* de Stans.

Nous voilà donc au cœur de notre conversation, à laquelle se joint bientôt le chef de l'aviation guatémaltèque, le colonel Ponciano y Ponciano. "Ces Pilatus PC-7 sont d'excellents avions d'entraînement", dit-il spontanément, "dont nous pourrions avoir encore plus besoin". Je demande : "Que diriez-vous d'un petit vol ? Oui, pourquoi pas", répond-il aussitôt. En quelques minutes, Eduardo Izaguirre, directeur de l'école militaire d'aviation, accourt à l'ordre du colonel. Sans qu'on lui ait rien demandé, il m'explique avec insistance : "Mais ces appareils sont exclusivement utilisés comme avions d'entraînement". On s'arrange rapidement et il convient : "Passez demain à dix heures".

Un mécanicien parle

Le lendemain, Izaguirre se montre encore plus méfiant. A ma question, il se renferme : "Vous pourriez tourner ce que je dis". Il admet pourtant que les premières livraisons des onze PC-7 datent de juillet 1979, les dernières de 1981. A une époque donc où la lutte contre la guérilla avait atteint une telle ampleur qu'aucun touriste n'osait s'aventurer hors de la capitale. En moyenne, selon le directeur de vol, "deux pilotes et demi" ont été formés sur chaque PC-7 (coût de chaque appareil, environ 1,3 million de francs). Je trouve ce taux très bas. Le directeur peut me dire d'où provient l'argent de ces coûteux avions.

Quelques minutes plus tard, je suis assis sur le siège arrière du cockpit de l'avion suisse. "S'il y a des difficultés, montez simplement sur le marchepied, sautez de l'avion et tirez la lanière du parachute". Pendant que l'hélice se met à vrombir, je fais connaissance avec la cabine et découvre, en-dessous de mon genou gauche, un levier marqué du mot "arm" (arme) placé en position "off". Je n'ose évidemment pas y toucher. Bientôt, je ne sais plus où sont le haut et le bas, tant le pilote veut me prouver son art, malgré un vent très fort. (...)

Dans un atelier, je tombe sur un mécanicien occupé justement à des travaux d'entretien sur un

PC-7. Il se montre très amical et étonnamment ouvert. De l'une de mes remarques, j'en déduis qu'il me prend manifestement pour un visiteur envoyé par les *Ateliers Pilatus*. Des techniciens guatémaltèques auraient, dit-il, été envoyés jadis en Suisse et transmettent maintenant leurs connaissances au personnel d'ici. Je demande s'ils lui ont aussi appris comment on fixe des bombes. "Naturellement. Vous pouvez tout monter ici : bombes, roquettes, mitrailleuses", répond-il, et il me montre les points d'attache sous les ailes. Les armes elles-mêmes, ajoute-t-il, ne proviendraient pas de Suisse mais de Belgique. "Et où se trouvent maintenant les PC-7 armés ? Ils sont sur la base militaire de Santa Elena à El Peten", répond-il, bien

disposé. Combien ? "Normalement, cinq appareils sont engagés là-bas. Il y en a quatre ici, dans l'école, deux autres sont tombés. Au total, cela fait onze. Que faites-vous avec celui-ci ? Nous devons justement le préparer pour la démonstration de l'aviation. Nous avons reçu hier l'ordre de nous dépêcher..." Je me dis que c'est sans doute à cause de la visite annoncée du journaliste. On me refuse d'ailleurs la permission d'un entretien autorisé avec ce mécanicien. (...)

Des témoins oculaires

A la recherche de témoins de l'engagement des PC-7, Leo Gabriel finit par trouver un ancien déserteur.

"Je suis un travailleur agricole de l'Estandia de la Virgen dans la province de Chimaltenango. En août 1983, mon village a été totalement détruit par les bombardements. Quand je me suis enfui, l'armée m'a attrapé et m'a forcé à la suivre. C'est ainsi que j'ai appris, à l'armée, à connaître les noms de chaque avion. Je me souviens exactement de la forme de la boule vitrée sur la tête des pilotes. Et c'est là que j'ai su : mon village a été détruit par les Pilatus."

A Mexico, j'ai obtenu bien plus d'informations. Roberto Leimus, de la Commission des droits de l'homme au Guatemala, m'a présenté la liste des attaques aériennes auxquelles des PC-7 ont participé : le Père José Gomez avait rendu public, en 1981 déjà, la destruction de Macanché, dans la province d'El Peten, par des Pilatus, ainsi que le bombardement de réfugiés rassemblés le long du fleuve Usamasunta, dans la même province, sur la frontière entre le Guatemala et le Mexique. La Sœur Petronilia rapporte que, le 18 février 1982, des attaques analogues ont eu lieu à El Quiché. En août 1984, des PC-7 ont bombardé San Marcos. Le rapport le plus récent sur l'engagement des Pilatus a été publié par le quotidien mexicain *El Dia* du 28 novembre.

On y lit que San Luis Buena Fé et La Libertad ont été bombardés par des Pilatus le 25 novembre, après le retrait de la guérilla, et qu'on avait tiré à la mitrailleuse.

Un colonel guatémaltèque accuse

Ces bombardements systématiques de la population civile, l'ancien chef de l'armée guatémaltèque en personne (1949-51), le colonel Carlos Paz Fejada les qualifie de "démonstration de lâcheté militaire". En exil à Mexico aujourd'hui, il pense aussi que ces bombardements visent en premier lieu les civils : "Ils ne peuvent rien entreprendre contre la guérilla avec cela". Quand on lui demande pourquoi ce sont justement des avions suisses qu'on utilise pour ces attaques, l'ancien chef militaire, qui reste bien informé sur l'armée guatémaltèque, répond : "Depuis le blocage de l'aide militaire US sous Jimmy Carter, les militaires guatémaltèques sont à sec. Mais le gouvernement militaire a résolu ce problème et trouvé de nouveaux partenaires en Israël, à Taiwan et en Afrique du Sud. Les offres suisses — provenant en outre d'un pays neutre — tombaient bien à ce moment". Je lui demande : "Il n'y a donc pas eu d'aide par un fonds secret US ? Si, si, répond l'officier, nous savons depuis que, pour les livraisons d'armes israéliennes, des crédits nord-américains ont contribué au financement. En ce qui concerne les Pilatus, nous ne le savons pas précisément. Mais il est tout à fait possible que la CIA ait son épiingle dans ce jeu".

Leo Gabriel
(*Wochenzeitung*, 11.1.85)

1. Pour un dossier complet sur le Pilatus, lire "Vers un développement solidaire" (Déclaration de Berne). No 76, décembre 1984. Adresse : 11, ch. Boston, 1004 Lausanne (tél. 021/24 54 17).

Hypocrisie helvétique

L'armée guatémaltèque compte six Pilatus PC-6. Avec les onze PC-7, cela fait un total de 17 avions de provenance suisse. Soit un tiers de toute l'aviation militaire du Guatemala.

Georges-André Chevallaz, 5 décembre 1983 : "Ce n'est pas parce que des chaussures ou des camions sont envoyés à un ministère de la défense qu'ils sont pour autant du matériel de guerre."

Georges-André Chevallaz à Edmond Kaiser, 17 décembre 1980 : "Vous ne pouvez pas ignorer que le PC-7 n'est pas et ne peut pas être considéré comme matériel de guerre. Il serait inutile de vous en dire davantage, car, de toute façon, vous n'acceptez jamais le point de vue des autorités."

Marc Virot, chef de la Division juridique du Département militaire fédéral, Radio Romande 24 avril 1980 : "Il y a des points d'accrochage qui peuvent prendre des charges, des tanks supplémentaires, du foin pour les animaux en détresse en montagne ou des appareils de sauvetage. Mais on ne peut pas viser. Alors on s'imagine fort mal qu'on puisse fixer des mitrailleuses ou des canons à cet avion. C'est exclu."